

Tribunaux décisionnels Ontario

**Rapport annuel
2018-2019**

25, rue Grosvenor, bureau 1900
Toronto (Ontario) M7A 1Y6
Tél. : 1 866 448-2248
Téléc. : 416 314-3717

Tribunaux décisionnels Ontario est responsable de 19 tribunaux répartis en 3 divisions :

la Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire, la Division de la sécurité des appels en matière de permis et des normes et la Division de la justice sociale

Tribunals Ontario

25 Grosvenor Street, Suite 1900
Toronto ON M7A 1Y6
Tel: 1-866-448-2248
Fax: 416-314-3717

Tribunaux décisionnels Ontario

25, rue Grosvenor, bureau 1900
Toronto (Ontario) M7A 1Y6
Tél. : 1 866 448-2248
Télééc. : 416 314-3717

Le 28 juin 2019

L'honorable Doug Downey
Procureur général de l'Ontario
Ministère du Procureur général
720, rue Bay, 11^e étage
Toronto (Ontario)
M7A 2S9

Objet : Rapport annuel 2018-2019 de Tribunaux décisionnels Ontario

Monsieur le Procureur général,

Au nom de Tribunaux décisionnels Ontario, nous avons le plaisir de vous présenter le rapport annuel 2018-2019, qui rend compte des activités de nos tribunaux constitutifs pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Ce rapport est un tour d'horizon à un instant T des trois anciens regroupements formés des 19 tribunaux. Avant la création de Tribunaux décisionnels Ontario, chaque regroupement disposait de ses propres méthodes, mesures et normes.

Dans la prochaine année, Tribunaux décisionnels Ontario s'emploiera à élaborer et à mettre en œuvre un programme commun d'évaluation de la performance axé sur les résultats et la reddition de comptes. L'organisme mettra également ses priorités et ses activités en adéquation avec ses objectifs globaux et établira un plan directeur en vue d'assurer sa réussite.

Nous avons hâte de collaborer avec votre ministère dans l'année qui vient.

Veuillez agréer nos salutations distinguées.

Linda P. Lamoureux
Présidente exécutive
Tribunaux décisionnels Ontario

Holly Moran
Directrice générale
Tribunaux décisionnels Ontario

Available in English.

ISSN 2562-7015

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2019

Table des matières

Message de la présidente exécutive	
Message de la directrice générale	
Tribunaux décisionnels Ontario	
Cadre stratégique	
Diversité, inclusion et accessibilité	
Perfectionnement professionnel	
Commission de révision de l'évaluation foncière	
Commission de négociation	
Commission des biens culturels	
Tribunal de l'environnement	
Tribunal d'appel de l'aménagement local	
Tribunal des mines et des terres	
Commission d'étude des soins aux animaux	
Commission de la sécurité-incendie	
Tribunal d'appel en matière de permis	
Commission civile de l'Ontario sur la police	
Commission ontarienne des libérations conditionnelles	
Commission de révision des services à l'enfance et à la famille	
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	
Commission de révision des placements sous garde	
Tribunal des droits de la personne	
Commission de la location immobilière	
Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario	
Tribunal de l'aide sociale	
Sommaire financier	
Annexe A : Membres de Tribunaux décisionnels Ontario	

Message de la présidente exécutive

En début d'année, nous nous sommes engagés dans une transformation historique en fondant un nouvel organisme, Tribunaux décisionnels Ontario, sur la base des trois regroupements de tribunaux :

- Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (TriO);
- Tribunaux de justice sociale Ontario (TJSO);
- Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario (Tribunaux SAPNO).

Le gouvernement de l'Ontario a annoncé que le 1^{er} janvier 2019, TriO, TJSO et Tribunaux SAPNO fusionneraient en un seul regroupement réunissant les 19 tribunaux. Si la fusion n'est pas sans quelques défis, elle offre surtout de nouvelles perspectives à l'organisme, puisqu'elle permettra d'améliorer la prestation de services de première ligne aux milliers de personnes qui ont recours aux tribunaux chaque année dans toute la province.

Il est remarquable de constater à quel point tous les regroupements ont été prompts à s'unir pour mettre de l'avant le règlement anticipé. Pour ce faire, ils ont tiré parti des modèles de services numériques et partagés en s'appuyant sur les outils d'information et les technologies à leur disposition. Par exemple, en recourant à la conférence préparatoire et au service de dépôt électronique, ils ont su promouvoir le règlement anticipé et traiter les dossiers existants de façon efficiente et efficace.

Je suis fière que la composition de notre effectif continue de refléter la diversité de l'Ontario, ce qui assure à l'organisme les connaissances, l'expertise et l'expérience nécessaires pour remplir ses mandats. Chaque jour, nos arbitres et notre personnel montrent qu'ils ont à cœur de fournir au public des services équitables et de qualité qui répondent à ses besoins.

Je profite de l'occasion pour remercier nos arbitres et notre personnel, qui continuent de servir la population ontarienne avec professionnalisme et dévouement. Je suis impatiente de poursuivre le travail engagé en 2019-2020.

Cordialement,

La présidente exécutive de Tribunaux décisionnels Ontario,

Linda P. Lamoureux

« Chaque jour, nos arbitres et notre personnel montrent qu'ils ont à cœur de fournir au public des services équitables et de qualité qui répondent à ses besoins. »

Message de la directrice générale

Je suis ravie de vous présenter les réussites du personnel et des membres dans le rapport annuel 2018-2019 de Tribunaux décisionnels Ontario.

Je ne suis directrice générale de Tribunaux décisionnels Ontario que depuis le 1^{er} avril 2019. Ainsi, bien que je me réjouisse du travail qui nous attend, j'aimerais avant tout remercier ma prédécesseure, Ellen Wexler, pour son leadership. Sa direction, son expertise et son dévouement au cours des sept dernières années ont grandement amélioré notre façon de fournir des services de justice administrative dans la province.

Le dernier exercice a été le théâtre de changements très importants. En effet, le 1^{er} janvier 2019, les trois regroupements de tribunaux ont fusionné en un seul organisme : Tribunaux décisionnels Ontario. Cette fusion est l'occasion de réfléchir ensemble à ce que nous pouvons faire pour améliorer l'accès au système de justice et servir plus efficacement la population ontarienne.

Bien sûr, tout changement comporte son lot de défis. Je tiens donc à remercier chaleureusement le personnel et les membres pour leur excellent travail durant cette transition. Leur soutien continu aide le public à comprendre les systèmes obscurs et les procédures souvent complexes auxquels il est confronté.

« Pendant cette période de profonde transformation, le personnel et les membres de Tribunaux décisionnels Ontario ont fourni des services de qualité à toute la population ontarienne. Dans

l'avenir, ils continueront de chercher des moyens de faciliter l'accès au système de justice. »

Le public est au cœur de tout ce que nous faisons. Chacune de nos interactions avec lui est l'occasion de réfléchir à ce que nous pouvons faire pour mieux répondre à ses demandes et à ses besoins. Depuis cette année, la Commission d'étude des soins aux animaux accepte les instructions orales et utilise un langage simple dans les procédures d'appel pour tenir compte du fait que la majorité des individus s'autoreprésentent. Le Tribunal d'appel de l'aménagement local a quant à lui créé des guides sur les appels pour aider le public à comprendre la procédure et à mieux se préparer à comparaître devant le tribunal.

Nous cherchons constamment à proposer des ressources numériques qui répondent aux divers besoins des personnes que nous servons. Par exemple, nous mettons actuellement au point un calculateur d'impôts en ligne qui permettra aux gens de déterminer s'ils doivent ou non faire appel auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière. Nous avons également réalisé une vidéo accessible qui décrit étape par étape le processus de règlement anticipé du Tribunal de l'aide sociale.

Et ce ne sont là que quelques exemples de mesures prises pour faciliter l'accès au système de justice. J'ai hâte de travailler avec le personnel, les membres, les présidents associés et la présidente exécutive dans l'année à venir pour poursuivre sur cette lancée et trouver de nouvelles façons de servir au mieux la population ontarienne.

Cordialement,
La directrice générale de Tribunaux décisionnels
Ontario,

Holly Moran

Tribunaux décisionnels Ontario

Fondé le 1^{er} janvier 2019, Tribunaux décisionnels Ontario est le fruit de la fusion des trois regroupements de tribunaux : Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario, Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario et Tribunaux de justice sociale Ontario. Comme cette fusion eut lieu vers la fin de la période de déclaration du rapport annuel, les dépenses et les revenus sont ventilés selon les anciens regroupements.

Tribunaux décisionnels Ontario est responsable de ces 19 tribunaux qui relèvent du ministère du Procureur général :

- Commission d'étude des soins aux animaux
- Commission de révision de l'évaluation foncière
- Commission de négociation
- Commission de révision des services à l'enfance et à la famille
- Commission des biens culturels
- Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels
- Commission de révision des placements sous garde
- Tribunal de l'environnement
- Commission de la sécurité-incendie
- Tribunal des droits de la personne
- Commission de la location immobilière
- Tribunal d'appel en matière de permis
- Tribunal d'appel de l'aménagement local
- Tribunal des mines et des terres
- Commission civile de l'Ontario sur la police
- Commission ontarienne des libérations conditionnelles
- Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario
- Tribunal de l'aide sociale

Ces tribunaux tiennent des audiences dans toute la province et encouragent le règlement anticipé d'une multitude de dossiers au moyen de diverses méthodes de règlement des différends. Traitant les dossiers de leur ouverture à leur clôture, ils peuvent être amenés à rendre des décisions et des ordonnances et à formuler des recommandations à l'issue de conférences préparatoires, de processus de médiation, de conférences en vue d'un règlement et, s'il y a lieu, d'audiences en règle.

19 commissions et tribunaux DEAT : DSAPN : DJS :	154 884 appels interjetés auprès des commissions et tribunaux
---	--

Tribunaux décisionnels Ontario

Structure organisationnelle

Tribunaux décisionnels Ontario est dirigé par une présidente exécutive, qui exerce également les pouvoirs, fonctions et responsabilités conférés par la loi aux présidents des tribunaux constitutifs. La présidente exécutive rend compte au ministre (c.-à-d. au procureur général) de l'efficacité avec laquelle Tribunaux décisionnels Ontario s'acquitte de son mandat. Bien qu'ils soient placés sous la houlette de la présidente exécutive, les tribunaux conservent leur mandat propre prévu par la loi et leur autonomie décisionnelle. Néanmoins, ils profitent d'une coordination d'ensemble, de la mise en commun des ressources, de l'expertise, des pratiques exemplaires et des processus les uns des autres, ainsi que d'un soutien sur le plan administratif et sur celui du perfectionnement professionnel.

L'organisme est également dirigé par une directrice générale, chargée d'épauler la présidente exécutive dans la mise en œuvre des politiques et des décisions opérationnelles. La directrice générale doit rendre des comptes au sous-procureur général sur la gestion des activités de l'organisme.

Tribunaux décisionnels Ontario compte un total de 630 postes, répartis comme suit :

Unité de Tribunaux décisionnels Ontario	Nombre d'employés
Bureau de la direction	24
Services opérationnels et activités stratégiques	60
Services juridiques	33
Stratégie et renouvellement	4
Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire – opérations	97
Division de la justice sociale – opérations	318
Division de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes – opérations	94
Total	630

Tribunaux décisionnels Ontario compte 188 membres à temps plein et 135 membres à temps partiel. Certains sont membres de plus d'un tribunal (voir l'annexe A pour une liste complète des membres).

Cadre stratégique

Auparavant, les trois regroupements avaient leurs propres orientations stratégiques, sur lesquelles reposaient leurs initiatives, leurs plans opérationnels, et leurs secteurs prioritaires.

Même si certains tribunaux ont continué de mener à bien leurs principales initiatives pendant la période de transition, le nouvel organisme procédera à un examen pour définir un ensemble d'orientations stratégiques simplifié.

Les nouvelles orientations stratégiques mettront l'accent sur les résultats suivants :

- Optimisation de l'argent des contribuables et des usagers des tribunaux;
- Souplesse et responsabilité envers le public;
- Guichet unique;
- Accélération du règlement des différends;
- Satisfaction accrue des usagers;
- Services intégrés;
- Données cohérentes et comparables.

Optimisation de l'argent	Souplesse et responsabilité	Guichet unique	Accélération du règlement des différends
Satisfaction accrue	Services intégrés		Données cohérentes et comparables

Diversité, inclusion et accessibilité

Tribunaux décisionnels Ontario est résolu à favoriser un environnement diversifié, inclusif et accessible qui représente le public qu'il sert et répond aux besoins des diverses parties prenantes. En fixant des objectifs de diversité dans ses politiques, ses processus et ses services, l'organisme veille à ce que les membres du public, du personnel et du Bureau du commissaire à l'intégrité bénéficient d'un espace exempt de harcèlement et de discrimination.

Pour mieux répondre aux besoins des Autochtones qui comparaissent devant les tribunaux, l'ensemble du personnel et de la direction a participé au programme de formation en ligne sur la sécurisation culturelle San'yas, ce qui leur a permis de mieux comprendre les peuples autochtones, de prendre davantage conscience des préjugés personnels et de savoir ce qu'ils peuvent faire, en tant que fonctionnaires, pour mieux soutenir ces populations.

Par ailleurs, Tribunaux décisionnels Ontario s'est fait une priorité de rendre ses sites Web, son contenu numérique et son service de dépôt électronique plus accessibles, conformément au Règlement sur les normes d'accessibilité intégrées, en vue de respecter la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* et les Règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG) 2.0 (Niveau AA). L'organisme participe également au programme d'offre active, qui consiste à proposer des formats de substitution sur demande.

En février 2019, Tribunaux décisionnels Ontario a jeté les bases d'une politique sur les services en français, qui doit être mise en œuvre dans la prochaine année. L'organisme entend également normaliser les formations afin d'uniformiser la prestation des services en français dans tous les tribunaux et de former adéquatement le personnel et les arbitres (francophones et anglophones) sur leurs responsabilités aux termes de la *Loi sur les services en français*.

Perfectionnement professionnel et formation

Tribunaux décisionnels Ontario a proposé au personnel et aux membres plusieurs formations sur la prestation de services équitables :

- Un atelier pour les gestionnaires intitulé « Diversité : le pouvoir des différences »;
- Un atelier sur le respect en milieu de travail (Politique de prévention de la discrimination et du harcèlement au travail), la diversité et l'inclusion;
- Des webémissions produites dans le cadre de l'initiative Santé mentale et milieux de travail sains;
- Une table ronde sur l'équité, la diversité et l'inclusion au congrès annuel de la Society of Ontario Adjudicators and Regulators, à laquelle ont assisté des membres de Tribunaux décisionnels Ontario et du Bureau du commissaire à l'intégrité;

- Une formation sur les obligations du personnel et de la direction aux termes de la *Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*, du Règlement sur les normes d'accessibilité intégrées et du *Code des droits de la personne*.

Diversité, inclusion et accessibilité

Numérique et site Web

Tribunaux décisionnels Ontario a continué d'améliorer sa présence numérique et son contenu Web :

- Création d'une trousse d'intégration numérique contenant des renseignements sur les groupes, les Programmes d'aide aux employés et à leurs familles, le Centre de la santé, de la sécurité et du mieux-être du personnel;
- Mise à jour de l'intranet (renseignements à jour sur la santé et le mieux-être);
- Publication de 1 500 documents de décision dans le cadre de la transition du Tribunal des mines et des terres vers la Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire;
- Mise à jour des ressources et outils sur l'accessibilité dans l'intranet pour les membres et le personnel;
- Mise à jour des renseignements concernant la disponibilité d'options d'accessibilité et d'appareils et accessoires fonctionnels à chaque lieu d'audience.

Politiques et processus

Pour veiller à ce que soient en place des protocoles levant les obstacles à la participation du public aux processus administratifs et décisionnels, Tribunaux décisionnels Ontario a :

- révisé sa politique d'accessibilité et son plan pluriannuel d'accessibilité pour en assurer la conformité à la *Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*;
- a amélioré la façon dont la Commission ontarienne des libérations conditionnelles tient les audiences en cercle – un type d'audience de libération conditionnelle simplifié qui permet de tenir compte de la culture des requérants autochtones lors du processus d'audience.

Demandes d'adaptation

Tribunaux décisionnels Ontario a amélioré son processus afin de servir le mieux possible les personnes qui demandent des mesures d'accessibilité. Désormais :

- le tribunal saisi accuse réception des demandes dans les deux jours ouvrables;
- les responsables de la gestion des causes et des lieux d'audience sont avisés de la demande;
- les arrangements nécessaires sont pris pour fournir des services accessibles (langue des signes américaine, sous-titrage codé, etc.), au besoin;
- les arbitres sont avisés de toute demande d'accessibilité.

Perfectionnement professionnel

Le perfectionnement professionnel est essentiel à la prestation de services de règlement des différends de qualité. En appuyant la formation continue du personnel et des membres du Bureau du commissaire à l'intégrité, Tribunaux décisionnels Ontario s'assure que ces derniers disposent des compétences et des connaissances nécessaires pour fournir ces services indispensables tout en assurant des services de justice administrative de manière juste, indépendante et rapide.

Les trois divisions de Tribunaux décisionnels Ontario ont proposé des occasions de perfectionnement professionnel sous la forme de présentations internes et de participation à des congrès, à des modules et à des initiatives externes dans les domaines suivants : règlement extrajudiciaire des différends, médiation, rédaction de décisions, développement de compétences culturelles et gestion de carrière.

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire (DEAT)

En 2018-2019, la DEAT a reçu des membres de la magistrature, du barreau et de la fonction publique de l'Ontario (FPO), qui ont conseillé le personnel et les membres sur comment :

- prendre des décisions efficaces pour améliorer la prise de décision et les compétences rédactionnelles des membres des commissions et des tribunaux;
- rendre des décisions inclusives et accessibles pour sensibiliser les membres à la diversité culturelle de l'Ontario et leur donner les moyens de garantir une équité culturelle dans les salles d'audience;
- convertir des dossiers en fichiers électroniques pour permettre d'atteindre les objectifs du projet Écolo au bureau de la FPO;
- interroger des témoins experts, comme l'exige la nouvelle loi habilitante du Tribunal d'appel de l'aménagement local.

Pour favoriser le perfectionnement du personnel, la DEAT a organisé un atelier sur l'innovation numérique donné par un employé du ministère du Procureur général.

L'équipe de communication a quant à elle organisé un dîner-conférence pour les membres et le personnel sur les premiers peuples du Canada et les traités signés. Sur le même sujet, les employés ont participé au programme de formation sur la sécurisation culturelle San'yas pour mieux comprendre les préjugés personnels et savoir ce qu'ils peuvent faire, en tant que fonctionnaires, pour mettre au point des programmes et des services de concert avec les Autochtones.

Division de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes (DSAPN)

En 2018, la DSAPN a mis en œuvre un cadre de formation robuste visant à renforcer l'expertise, les capacités et les connaissances du personnel et des membres du Bureau du commissaire à l'intégrité et à améliorer les services au public. Cette stratégie globale consiste en un programme d'intégration et de

perfectionnement professionnel intégré, et fournit des formations et des ressources de base au personnel et aux membres du Bureau du commissaire à l'intégrité afin de les aider à s'acquitter de leurs tâches.

Perfectionnement professionnel

Au cours de la dernière année, la DSAPN a tenu plusieurs séances de perfectionnement professionnel pour le personnel et les membres sur les thèmes suivants :

- le droit administratif et les pratiques relatives aux séances plénières (notions fondamentales de droit administratif, nouvelle législation et règlement extrajudiciaire des différends);
- la rédaction de décisions (comment structurer une décision, l'organiser stratégiquement et en améliorer la clarté);
- la protection de la vie privée et l'accès à l'information (présentation de la nouvelle politique de Tribunaux décisionnels Ontario sur l'accès à l'information et de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* [LAIPVP], principe de l'audience publique, restrictions d'accès, ordonnances de confidentialité et cadre juridique);
- l'excellence en service à la clientèle (comment aider la clientèle ayant des problèmes de santé mentale ou de démence conformément aux normes communes de service de la FPO).

Division de la justice sociale (DJS)

Le programme de formation destiné aux nouveaux membres a été offert à 23 membres nouveaux ou nommés à un autre tribunal. Cette formation en trois modules comprenait ce qui suit : orientation, formation sur le tribunal pertinent, observation au poste de travail, renforcement des compétences décisionnelles et présentation du contexte social et culturel pour mieux comprendre les défis que rencontre la clientèle.

La DJS a également mené les initiatives de perfectionnement professionnel suivantes :

- Formation sur la nouvelle *Loi sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*;
- Formation du personnel sur les augmentations de loyer au-delà du taux légal, les règles applicables aux requêtes et aux audiences relatives aux coopératives de logement, la *Loi sur la location à usage d'habitation* et les droits et responsabilités des locateurs et locataires;
- Visionnement de la webémission *Annual Update on Human Rights* de l'Association du Barreau de l'Ontario;
- Participation à un symposium sur l'équité, la santé mentale et le processus administratif tenu par l'Osgoode Hall Law School et le Centre de toxicomanie et de santé mentale;
- Tables rondes sur la démystification du processus de recrutement avec un directeur des opérations, un gestionnaire et des représentants de la Direction du recrutement des talents.

Dans le souci constant de mieux répondre aux besoins des Autochtones qui comparaissent devant les tribunaux, le personnel a participé à un atelier de sensibilisation aux cultures autochtones organisé par le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse et le ministère des Services sociaux et communautaires. En outre, l'ensemble du personnel de la division a participé au programme de formation sur la sécurisation culturelle San'yas, un programme en ligne qui permet à toute personne travaillant directement ou

indirectement avec des Autochtones de mieux comprendre les peuples autochtones, de prendre davantage conscience des préjugés personnels et de renforcer ses compétences dans ce domaine.

Parmi les autres sujets abordés, mentionnons les Services en français (offre active), l'égalité hommes-femmes, l'accès à la justice, les audiences en cercle des Services pour les Autochtones et les considérations liées à l'arrêt Gladue.

En mai 2019, les unités de formation des trois divisions ont fusionné pour offrir aux membres et au personnel de Tribunaux décisionnels Ontario un programme de perfectionnement professionnel et de formation intégré. Les résultats de cette fusion seront décrits dans le prochain rapport annuel.

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Commission de révision de l'évaluation foncière

La Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) a pour rôle principal de statuer sur les demandes et les appels relatifs aux évaluations foncières, à la classification des risques et à certains impôts.

Ses pouvoirs et compétences sont définis par la *Loi sur la Commission de révision de l'évaluation foncière*, la *Loi sur l'évaluation foncière*, la *Loi sur les municipalités*, la *Loi sur la cité de Toronto*, la *Loi sur l'impôt foncier provincial*, la *Loi sur l'éducation* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Points saillants des activités

Le gouvernement priorisant les services numériques, la CRÉF a continué de favoriser le recours aux audiences électroniques et écrites. Elle a également lancé un nouveau calculateur d'impôts numérique qui estime les économies potentielles découlant d'un changement d'évaluation foncière.

Grâce au plan stratégique de la résolution des appels pour le cycle d'évaluation 2017-2020, la CRÉF a réglé 92 % des appels sommaires dans les 40 semaines suivant leur date d'introduction.

La CRÉF a également mis en place un processus accéléré de traitement des motions pour qu'il puisse être décidé d'une motion le jour de sa réception. Ce processus a produit des gains d'efficacité et amélioré les services à la clientèle.

Statistiques

Répartition des dossiers d'appel en matière d'évaluation foncière à la CRÉF

Dossiers	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers actifs au début de l'exercice	47 990	55 769	61 000
Dossiers reçus	34 547	17 309	20 622
Nombre total de dossiers pour l'exercice	82 537	73 078	81 622
Dossiers réglés	19 895	25 088	25 853
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	62 642	47 990	55 769

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Répartition des dossiers de la CRÉF

Dossiers	2018-2019	
	Dossiers d'appel originaux	Appels présumés
Dossiers actifs au début de l'exercice	33 294	14 696
Dossiers reçus	4 339	30 208
Nombre total de dossiers pour l'exercice	37 633	44 904
Dossiers réglés	8 697	11 198
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	28 936	33 706

N.B. : Ces chiffres tiennent compte des appels concernant une évaluation annuelle, omise ou supplémentaire, ou encore la correction d'une erreur dans le rôle d'évaluation. Le cycle d'évaluation quadriennal en cours va de 2017 à 2020.

***Appel présumé :** Lorsqu'un appel n'est pas réglé par la CRÉF au 31 mars de l'année suivant celle de son interjection, un nouvel appel est créé pour l'exercice suivant. Si, par exemple, un appel interjeté en 2017 est toujours en instance le 31 mars 2018, un nouveau dossier d'appel sera ouvert pour l'exercice 2018 sans que l'appelant dépose son appel de nouveau et débourse des frais supplémentaires. L'appel de 2018 sera alors un appel « présumé ».

Types de dossiers traités par la CRÉF

Dossiers 2018-2019			2017-2018		2016-2017	
Type de dossiers	N ^{bre} de propriétés	N ^{bre} d'appels	N ^{bre} de propriétés	N ^{bre} d'appels	N ^{bre} de propriétés	N ^{bre} d'appels
Appels sommaires	448	626	1 335	2 564	2 492	6 231
Appels généraux	22 466	62 016	1 335	2 564	19 815	49 538
Total	22 914	62 642	26 695	47 990	22 307	55 769

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Répartition des dossiers d'appel en matière d'impôts fonciers à la CRÉF

Dossiers	2018-2019
	Dossiers d'appel originaux
Dossiers actifs au début de l'exercice	841
Dossiers reçus	433
Nombre total de dossiers pour l'exercice	1 274
Dossiers réglés	473
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	801

Rendement de la CRÉF (normes de service)

Indicateurs de rendement	Objectif	2018-2019 (pourcentage réel)	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
La CRÉF a rendu une décision dans les 60 jours suivant l'audience	85 %	98 %	97 %	97 %
Appels sommaires réglés dans les 40 semaines suivant leur date d'introduction	85 %	92 %	99 %	100 %
Appels généraux réglés dans les 135 semaines suivant leur date d'introduction	85 %	100 %	S.O.	S.O.

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Commission de négociation

La Commission de négociation (CN) règle par médiation les différends portant sur la valeur de terrains expropriés par un pouvoir public. Elle négocie également des indemnisations.

La CN a été créée en vertu de l'ancienne *Loi de 1964 sur l'expropriation*, que remplace la *Loi sur l'expropriation* depuis le 1^{er} janvier 1970.

Points saillants des activités

En 2018-2019, la CN a pris une mesure proactive pour clôturer les dossiers inactifs depuis plus de six mois, de sorte que le nombre de dossiers prêts pour la médiation soit plus représentatif.

Pour réduire le nombre de médiations annulées, les parties à un différend doivent maintenant présenter leurs documents avant que la CN ne planifie de séance de médiation.

Le gouvernement priorisant les services numériques, la CN a élaboré une nouvelle « pratique exemplaire » concernant la présentation de documents électroniques.

Statistiques

Répartition des dossiers de la CN

Dossiers actifs au début de l'exercice	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers reçus	67	83	64
Nombre total de dossiers pour l'exercice	89	69	87
Dossiers réglés	156	152	151
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	93	85	68
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	63	67	83

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Statistiques concernant le règlement des dossiers de la CN

	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers réglés par la CN	34	39	31
Dossiers réglés par les parties	4	23	24
Dossiers déposés auprès du TAAL	5	7	10
Dossiers administrativement clos	50	16	3
Total	93	85	68

Rendement de la CN (normes de service)

Indicateurs de rendement	Objectif	2018-2019 (pourcentage réel)	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
La CN a planifié une réunion de négociation dans les 180 jours	85 %	87 %	77 %	81 %

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Commission des biens culturels

La Commission des biens culturels (CBC) entend les différends liés à des biens susceptibles d'avoir une valeur ou un caractère patrimonial sur le plan culturel, ainsi que des différends liés à la délivrance de permis autorisant des travaux archéologiques.

Ses pouvoirs et compétences découlent de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* et de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Points saillants des activités

Pour améliorer l'accessibilité et la collecte de documents électroniques, la CBC a mis à jour la liste de contrôle dont se servent les municipalités pour réunir les documents nécessaires avant d'engager une procédure auprès de la CBC. Cette mesure a permis d'accroître considérablement l'efficacité de la procédure d'appel.

En outre, la CBC a traité près de deux fois plus de dossiers qu'à l'exercice précédent tout en continuant de respecter sa norme de service voulant que les rapports soient produits, et les ordonnances rendues, dans les 30 jours suivant l'audience.

Statistiques

Répartition des dossiers de la CBC

Dossiers	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers actifs au début de l'exercice	35	24	19
Dossiers reçus	42	27	21
Nombre total de dossiers pour l'exercice	77	51	40
Dossiers réglés	20	16	16
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	57	35	24

Rendement de la CBC (normes de service)

Indicateurs de rendement	Objectif	2018-2019 (pourcentage réel)	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
La CBC a produit un rapport ou rendu une ordonnance dans les 30 jours suivant l'audience	85 %	100 %	86 %	100 %

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Types de dossiers traités par la CBC

Dossiers	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
Type de dossiers	Nbre de dossiers	Nbre d'appels	Nbre de dossiers	Nbre d'appels	Nbre de dossiers	Nbre d'appels
Intention de la municipalité de désigner un bien	42	160	24	71	18	18
Modification d'un règlement municipal de désignation	0	0	1	1	2	2
Demande d'un propriétaire visant l'abrogation d'un règlement municipal de désignation	0	0	0	0	0	0
Opposition à l'abrogation d'un règlement municipal de désignation	0	0	1	4	1	1
Altération d'un bien patrimonial désigné	0	0	1	1	0	0
Délivrance de permis autorisant des travaux archéologiques	0	0	0	0	0	0
Total	42	160	27	77	21	21

Rendement de la CBC

	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Rapports produits	2	3	5
Ordonnances rendues	5	15	7
Retraits*	18	13	11

*N.B : Les abandons découlent souvent d'un règlement entre les parties.

DIVISION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Tribunal de l'environnement

Le Tribunal de l'environnement (TE) instruit des demandes et des appels relevant de quinze lois environnementales et sur l'aménagement en Ontario. À titre de Bureau des audiences de la Commission de l'escarpement du Niagara, il entend également des appels visant des permis d'aménagement et traite des demandes de modification du Plan d'aménagement de l'escarpement du Niagara. Il joue également le rôle de Bureau de jonction des audiences et traite des demandes d'audience conjointe aux termes de la *Loi sur la jonction des audiences*.

Ses pouvoirs et compétences découlent de la législation suivante :

- *Loi sur l'eau saine*
- *Loi sur la jonction des audiences*
- *Loi sur les évaluations environnementales*
- *Charte des droits environnementaux de 1993*
- *Loi sur la protection de l'environnement*
- *Loi de 2000 sur le Tribunal de l'environnement*
- *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure*
- *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*
- *Loi de 2002 sur la gestion des aliments nutritifs*
- *Loi sur la conservation de la moraine d'Oak Ridges*
- *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*
- *Loi sur les pesticides*
- *Loi de 2016 sur la récupération des ressources et l'économie circulaire*
- *Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable*
- *Loi sur l'exercice des compétences légales*
- *Loi de 2009 sur la réduction des toxiques*
- *Loi transitoire de 2016 sur le réacheminement des déchets*

Points saillants des activités

En raison des changements apportés à la politique gouvernementale en 2018-2019, le TE a reçu et entendu la dernière des 60 affaires d'autorisation de projets d'énergie renouvelable reçues au cours des huit dernières années au titre de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Durant cette période, le TE a réglé la totalité des appels dans les délais stricts imposés par la loi.

De plus, le TE a terminé la deuxième phase du projet de mise à jour des guides sur les appels. Outre l'amélioration des options d'accessibilité, cette mise à jour permet au public de mieux comprendre les procédures du TE.

Pour le troisième exercice consécutif, le TE a respecté sa norme de service voulant que les ordonnances et les décisions soient rendues dans les 60 jours suivant l'audience. Il a même dépassé son objectif en obtenant un rendement de 97 %.

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Répartition des dossiers du TE

Dossiers	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers actifs au début de l'exercice	46	50	54
Dossiers reçus	40	41	46
Nombre total de dossiers pour l'exercice	86	91	100
Dossiers réglés	40	45	50
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	46	46	50

Rendement du TE

Indicateurs de rendement	Objectif	2018-19 (pourcentage réel)	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
Le TE a rendu une décision dans les 60 jours suivant l'audience	85 %	97 %	87 %	85 %

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Types de dossiers traités par le TE

Dossiers	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
Type de dossiers	N ^{bre} de dossiers	N ^{bre} d'appels	N ^{bre} de dossiers	N ^{bre} d'appels	N ^{bre} de dossiers	N ^{bre} d'appels
<i>Charte des droits environnementaux de 1993</i>	3	3	2	2	6	20
<i>Loi sur la protection de l'environnement</i>	18	31	16	34	18	27
<i>Loi sur la protection de l'environnement – Appels relatifs aux autorisations de projets d'énergie renouvelable</i>	1	1	1	1	1	1
<i>Loi de 2002 sur la gestion des aliments nutritifs</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Loi sur les ressources en eau de l'Ontario</i>	2	3	1	1	2	4
<i>Loi sur les pesticides</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable</i>	0	0	1	2	0	0
<i>Loi sur la planification et l'aménagement de</i>	16	33	19	36	19	36

<i>l'escarpement du Niagara</i>						
<i>Loi sur la jonction des audiences</i>	0	0	1	1	0	0
Total	40	71	41	76	46	88

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Tribunal d'appel de l'aménagement local

Le Tribunal d'appel de l'aménagement local (TAAL) entend des affaires sur diverses questions de planification, de finances et d'aménagement municipaux, notamment celles qui concernent les plans officiels et les règlements de zonage, ainsi que toute autre question qui lui est confiée en vertu de nombreuses lois de l'Ontario.

Ses pouvoirs et compétences découlent de lois publiques, mais également de lois privées qui, adoptées pour des municipalités en particulier, prévoient expressément ces compétences et pouvoirs. Parmi les lois publiques pertinentes figurent les suivantes :

- *Loi sur le Tribunal d'appel de l'aménagement local*
- *Loi sur l'aménagement du territoire*
- *Loi sur les municipalités*
- *Loi sur les ressources en agrégats*
- *Loi sur les redevances d'aménagement*
- *Loi sur l'expropriation*
- *Loi sur l'éducation*
- *Loi sur la ceinture de verdure*
- *Loi sur les zones de croissance*
- *Loi sur la protection du lac Simcoe*
- *Loi sur la conservation de la moraine d'Oak Ridges*
- *Loi sur l'exercice des compétences légales*
- *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*
- *Loi sur la jonction des audiences*
- *Loi sur les évaluations environnementales*

Points saillants des activités

La promulgation, le 3 avril 2018, du projet de loi 139 a entraîné la création d'un nouveau système pour les principaux appels relevant de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, lequel a fondamentalement transformé les pratiques et les procédures décisionnelles et administratives.

Pour mettre en œuvre la nouvelle loi, le TAAL a procédé à la vérification administrative des principaux appels relevant de la *Loi sur l'aménagement du territoire* afin de déterminer s'ils satisfaisaient aux exigences législatives de cohérence et de conformité eu égard à la politique provinciale. Il a également mis en place de nouveaux processus opérationnels dans les *Règles de pratique et de procédure* pour évaluer le bien-fondé des appels. Ces mesures ont permis des gains d'efficacité facilitant la tenue, désormais obligatoire, des conférences de gestion de la cause. Pour respecter les nouveaux délais prévus par la loi, le TAAL a également mis en place des outils de suivi des dossiers.

En outre, le TAAL a travaillé dur à l'élaboration d'une stratégie et de tactiques de règlement des anciens appels déposés avant le projet de loi 139. Celles-ci prévoient notamment le recours à des plans d'audience

et la mise en place d'un processus d'amélioration de la planification visant à rendre plus efficace le règlement des appels.

Enfin, le TAAL a créé des ressources numériques, dont des guides sur les appels, qu'il a publiées sur son site Web pour faciliter le libre-service et aider le public à mieux comprendre la nouvelle procédure. Il a également mis à jour ses formulaires d'appel pour accroître l'accessibilité et l'efficacité.

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Répartition des dossiers du TAAL

Dossiers	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers actifs au début de l'exercice	1 874	1 626	1 464
Dossiers reçus	640	1 095	1 038
Nombre total de dossiers pour l'exercice	2 514	2 721	2 502
Dossiers réglés	798	847	876
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	1 716	1 874	1 626

Rendement du TAAL

Indicateurs de rendement	Objectif	2018-2019 (pourcentage réel)*	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
Le TAAL a rendu une décision dans les 60 jours suivant la fin de l'audience	85 %	72 %	76 %	80 %

*En raison d'une augmentation du nombre d'instances longues et complexes et du faible effectif d'arbitres, le TAAL n'a pas atteint son objectif de rendement. On prévoit le recrutement d'arbitres au prochain exercice.

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Types de dossiers traités par le TAAL

Dossiers	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
Type de dossiers reçus (Appels et demandes)	N ^{bre} de dossiers	N ^{bre} d'appels	N ^{bre} de dossiers	N ^{bre} d'appels	N ^{bre} de dossiers	N ^{bre} d'appels
Dérogations mineures	204	217	329	340	632	650
Autorisations	123	138	160	166	159	163
Règlements municipaux de zonage	136	189	140	319	140	655
Plans officiels	0	0	0	0	0	0
Modification de plans officiels	118	171	251	434	139	514
Refus concernant le zonage ou inaction	120	120	377	380	166	166
Plans de lotissement	0	0	1	2	0	0
Condominium	60	62	130	135	55	58
Affaires municipales et diverses	0	0	1	1	0	0
(y compris les plans des lieux)	65	66	171	256	111	146
Redevances d'aménagement	19	26	16	24	19	22
Indemnisation foncière	27	28	33	33	42	42
Finances municipales	0	0	2	2	4	4
Total	872	1 017	1 613	2 099	1 467	2 420

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Tribunal des mines et des terres

Le Tribunal des mines et des terres (TMT), anciennement le Bureau du commissaire aux mines et aux terres, tient des audiences et rend des décisions concernant les affaires dont il est saisi en vertu de lois administrées par le ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines et le ministère des Richesses naturelles et des Forêts. Il a été renommé « Tribunal des mines et des terres » le 1^{er} avril 2018, devenant ainsi le sixième tribunal de la Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Le TMT a compétence exclusive sur la plupart des affaires relevant de la *Loi sur les mines* ainsi que sur les instances concernant les droits civils et de propriété privée relativement à cette loi.

Au fil du temps, d'autres pouvoirs et fonctions lui ont été attribués pour qu'il puisse statuer sur des affaires relevant de la *Loi sur les offices de protection de la nature*, la *Loi sur les ressources en pétrole, en gaz et en sel*, la *Loi sur les ressources en agrégats*, la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières* et la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Points saillants des activités

Pour permettre au public de mieux comprendre le rôle du TMT et sa transition vers TriO, un nouveau site Web contenant des renseignements à jour a été créé, sur lequel plus de 1 500 décisions ont en outre été versées et converties en formats accessibles pour les parties prenantes et le public.

Répartition des dossiers du TMT

Dossiers	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers actifs au début de l'exercice	16	15	12
Dossiers reçus	33	31	27
Nombre total de dossiers pour l'exercice	49	46	39
Dossiers réglés	27	30	24
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	22	16	15

Rendement du TMT

Indicateurs de rendement	Objectif	2018-2019 (pourcentage réel)	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
Le TMT a rendu une décision dans les 60 jours suivant la fin de l'audience	85 %	97 %	S.O.	S.O.

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Types de dossiers traités par le TMT

Dossiers	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
Type de dossiers reçus	N ^{bre} de dossiers	N ^{bre} d'appels	N ^{bre} de dossiers	N ^{bre} d'appels	N ^{bre} de dossiers	N ^{bre} d'appels
<i>Loi sur les mines</i>	21	S.O.	19	S.O.	15	S.O.
<i>Loi sur les offices de protection de la nature</i>	10	S.O.	6	S.O.	5	S.O.
<i>Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières</i>	0	S.O.	1	S.O.	0	S.O.
<i>Loi sur les ressources en pétrole, en gaz et en sel</i>	0	S.O.	1	S.O.	0	S.O.
<i>Loi sur l'évaluation foncière</i>	2	S.O.	4	S.O.	7	S.O.
<i>Loi sur les ressources en agrégats</i>	0	S.O.	0	S.O.	0	S.O.
Total	33	S.O.	31	S.O.	27	S.O.

Division de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes

Commission d'étude des soins aux animaux

La Commission d'étude des soins aux animaux (CESA) règle des différends et tient des audiences sur des questions en lien avec le bien-être animal, notamment avec les ordres donnés par les inspecteurs de la Société de protection des animaux de l'Ontario. Lorsqu'elle traite un appel ou une demande, la CESA fait du bien-être de l'animal concerné sa priorité absolue.

Ses pouvoirs et compétences découlent de la *Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario*.

Points saillants des activités

Compte tenu de l'importante augmentation de sa charge de travail, la CESA a mis à jour ses méthodes de dépôt électronique pour que le personnel et les membres puissent trouver les principaux documents sans retarder la procédure ou l'instance.

La CESA a également adopté une méthode simplifiée de gestion des appels actifs et a recouru à des conférences préparatoires pour expliquer les exigences législatives, clarifier les positions des parties, préciser le litige et engager des discussions dans le but de régler les différends sans tenir d'audience. La Commission a atteint un pourcentage de règlement anticipé de 100 %, ce qui signifie que la totalité des affaires a été réglée avant la tenue d'une audience.

Rendement de la CESA

Indicateurs de rendement	Objectif	2018-2019 (pourcentage réel)	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
Une date d'audience a été fixée dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'un appel en bonne et due forme (obligation légale)	100 %	100 %	100 %	100 %

La première audience a eu lieu au plus tard 10 jours ouvrables après le dépôt d'un appel en bonne et due forme (obligation légale)	100 %	100 %	100 %	100 %
La décision a été rendue dans les 30 jours suivant l'audience	80 %	S.O.*	S.O.*	75 %

*Aucune décision n'a été rendue durant cette période.

Division de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes

Répartition de dossiers de la CESA

Dossiers	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers d'appel ouverts	39	13	11
Dossiers d'appel clos	40	10	16
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	2	3	0
Audiences tenues	4	0	2
Décisions rendues	0	0	4

DIVISION DE LA SÉCURITÉ, DES APPELS EN MATIÈRE DE PERMIS ET DES NORMES

Commission de la sécurité-incendie

La Commission de la sécurité-incendie (CSI) règle des différends et tient des audiences sur des questions en lien avec la sécurité-incendie, notamment les ordres d'inspecteurs ou du commissaire des incendies concernant la réalisation de réparations ou de modifications ou l'ajout d'installations dans un bâtiment, une structure ou un local.

Ses pouvoirs et compétences découlent de la *Loi sur la prévention et la protection contre l'incendie*.

Points saillants des activités

La CSI a travaillé étroitement avec les parties prenantes pour trouver des façons de communiquer plus efficacement sur les dossiers actifs. À la lumière de cette collaboration, elle a décidé de mettre à jour ses méthodes de dépôt électronique.

Les appels actifs ont été traités à l'aide d'une méthode simplifiée : la CSI a tenu des conférences préparatoires pour clarifier les positions des parties et les points en litige, et pour déterminer si le différend pouvait être réglé sans audience. La CSI a atteint un pourcentage de règlement anticipé de 86 %, ce qui signifie que la plupart des affaires ont été réglées avant la tenue d'une audience.

Rendement de la CSI

Indicateurs de rendement	Objectif	2018-2019 (pourcentage réel)	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
Une date d'audience a été fixée dans les 45 jours suivant le dépôt d'un appel en bonne et due forme	80 %	100 %	96 %	97 %
Une décision a été rendue dans les 60 jours suivant la dernière audience	80 %	60 %**	22 %*	50 %

* Dans certains cas, plusieurs facteurs ont retardé la décision, par exemple la complexité des dossiers nécessitant une interprétation technique et l'application du Code de prévention des incendies; l'allongement du processus de révision juridique

par les pairs et le personnel juridique en raison de l'exigence législative imposant un comité de trois membres; l'incapacité d'affecter des arbitres à temps plein aux activités pour lesquelles les membres du Bureau du commissaire à l'intégrité nommés par décret travaillent à temps partiel. La CSI a entrepris de faire le suivi du processus de rédaction et d'approbation des décisions et a pris des mesures pour l'accélérer.

**La CSI a fait d'importants progrès pour ce qui est du respect des délais de rédaction des décisions. En 2018-2019, elle a rendu près de la moitié de ses décisions dans les sept jours suivant l'audience, et leur entièreté dans les 90 jours suivant l'audience.

DIVISION DE LA SÉCURITÉ, DES APPELS EN MATIÈRE DE PERMIS ET DES NORMES

Répartition des dossiers de la CSI

Dossiers	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers d'appel ouverts	34	30	37
Dossiers d'appel clos	36	26	28
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	24	26	22
Audiences tenues	7	4	10
Décisions rendues	5	9	6

DIVISION DE LA SÉCURITÉ, DES APPELS EN MATIÈRE DE PERMIS ET DES NORMES

Tribunal d'appel en matière de permis

Le Tribunal d'appel en matière de permis (TAMP) instruit des demandes et règle des différends concernant des demandes d'indemnisation et des activités de délivrance de permis réglementées par le gouvernement provincial, y compris celles relevant d'autorités administratives désignées. Le TAMP compte deux grands services : les Services généraux (SG-TAMP) et le Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile (SAIAA-TAMP).

Ses pouvoirs et compétences découlent de la législation suivante :

- *Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*
- *Loi sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*
- *Loi sur les huissiers*
- *Loi sur le code du bâtiment*
- *Loi sur les licences liées au cannabis*
- *Loi sur la garde d'enfants et la petite enfance*
- *Loi sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*
- *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette*
- *Loi sur les condominiums*
- *Loi sur les services de gestion de condominiums*
- *Loi sur la protection du consommateur*
- *Loi sur les renseignements concernant le consommateur*
- *Loi sur les pratiques de commerce discriminatoires*
- *Loi sur le classement des films*
- *Loi sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*
- *Loi sur la réglementation des jeux*
- *Loi sur les licences de courses de chevaux*
- *Code de la route*
- *Loi sur les assurances*
- *Loi sur l'adoption internationale*
- *Loi sur les alcools*
- *Loi sur les permis d'alcool*
- *Loi sur le commerce des véhicules automobiles*
- *Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l'Ontario*
- *Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques*
- *Loi concernant les prêts sur salaire*
- *Loi favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*
- *Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel*
- *Loi sur les services privés de sécurité et d'enquête*
- *Loi sur le courtage commercial et immobilier*
- *Loi sur les maisons de retraite*
- *Loi sur la vente de billets*
- *Loi sur le secteur du voyage*
- *Loi sur la société appelée Vintners Quality Alliance*

Points saillants des activités

À l'issue d'un examen de ses pratiques exemplaires, le TAMP a modifié la *Règle 18 : Réexamen d'une décision du Tribunal des Règles communes de pratique et de procédure* pour assurer un traitement plus précis et efficient des affaires devant être réexaminées. Le TAMP continuera de tenir des consultations pour résoudre les problèmes et de maintenir le dialogue afin de répondre aux besoins des parties prenantes.

Au cours du dernier exercice, le nombre d'appels interjetés auprès des SG-TAMP et du SAIAA-TAMP ont augmenté respectivement d'environ 20 % et 30 %. Dans l'ensemble, le TAMP a maintenu un pourcentage de règlement anticipé dans les neuf mois suivant le dépôt de 90 %, et ce, grâce à l'adoption d'une stratégie de règlement anticipé entre les parties.

DIVISION DE LA SÉCURITÉ, DES APPELS EN MATIÈRE DE PERMIS ET DES NORMES

Rendement des SG-TAMP

Indicateurs de rendement	Objectif	2018-2019 (pourcentage réel)	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
Une audience a eu lieu dans les 30 jours suivant le dépôt d'un appel en bonne et due forme concernant l'invocation de raisons médicales pour ne pas s'être conformé à une disposition du <i>Code de la route (CR)</i> , la mise en fourrière d'un véhicule en vertu du <i>CR</i> , ou une ordonnance de suspension immédiate relative à des opérations ou à des privilèges d'opérations	80 %	88 %	74 %	100 %
L'audience a eu lieu avant l'expiration du délai légal concernant une ordonnance de suspension immédiate, lorsque ce délai expirait dans moins de 30 jours	100 %	83 %	100 %	100 %
Pour tous les autres types d'appels : La date de la première audience a été fixée dans les 60 jours suivant le dépôt d'un appel en bonne et due forme.	80 %	64 %	68 %	96 %
La décision définitive a été rendue dans les 30 jours suivant la dernière audience	80 %	52 %*	63 %	90 %

*Un nombre important d'appels entendus portaient sur des affaires longues ou complexes, ce qui a reporté certaines décisions au-delà des 30 jours suivant l'audience.

DIVISION DE LA SÉCURITÉ, DES APPELS EN MATIÈRE DE PERMIS ET DES NORMES

Répartition des dossiers des SG-TAMP

Dossiers	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Dossiers d'appel ouverts	614	501	540
Dossiers d'appel clos	620	464	564
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	186	189	152
Audiences tenues	350	204	238
Décisions rendues	229	155	197
Conférences préparatoires	768	373	372

Rendement du SAIAA-TAMP

Au cours du dernier exercice, le SAIAA-TAMP a utilisé les indicateurs de rendement suivants pour évaluer l'efficacité et l'efficacité de la prestation de ses services.

Indicateurs de rendement	2018-2019 (pourcentage réel)*	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
Une conférence préparatoire a eu lieu dans les trois mois suivant la réception de l'appel ou de la demande	6 %	S.O.	S.O.
Une audience a eu lieu dans les trois mois suivant la conférence préparatoire	30 %	S.O.	S.O.
Une décision a été rendue dans les trois mois suivant la fin de l'audience	39 %	S.O.	S.O.
La demande ou l'appel a été réglé(e) dans les trois mois suivant sa réception	90 %	S.O.	S.O.

*D'après les données du tribunal, la grande majorité des conférences préparatoires sont planifiées entre la 16^e et la 18^e semaine suivant la réception de l'appel ou de la demande; le faire avant entraîne une forte hausse du nombre de demandes devant être replanifiées pour laisser le temps aux parties de rassembler les renseignements pertinents. Pendant cette période initiale, on laisse également aux parties le temps de régler elles-mêmes le litige. Le SAIAA-TAMP déterminera s'il s'agit du bon indicateur de rendement à la lumière des commentaires des parties prenantes et du pourcentage de règlement anticipé.

DIVISION DE LA SÉCURITÉ, DES APPELS EN MATIÈRE DE PERMIS ET DES NORMES

Répartition des dossiers du SAIAA-TAMP

Dossiers	2018-2019*	2017-2018	2016-2017
Demandes reçues	13 565	10 125	6 594
Demandes closes	10 390	7 67	4 511
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	7 341	4 241	2 083
Conférences préparatoires	8 819	5 756	3 583
Audiences tenues	369	490	173
Décisions rendues	369	331	89
Demandes réglées ou retirées	10 021**	7 636	4 422

Il se peut que les chiffres diffèrent légèrement de ceux publiés antérieurement en raison de changements et de mises à jour apportés au système de gestion des causes.

*Données mises à jour le 30 avril 2019.

**Ce chiffre comprend les dossiers administrativement clos, rejetés, retirés ou réglés avant la fin de l'audience.

DIVISION DE LA SÉCURITÉ, DES APPELS EN MATIÈRE DE PERMIS ET DES NORMES

Commission civile de l'Ontario sur la police

La Commission civile de l'Ontario sur la police (CCOP) statue sur des demandes, mène des enquêtes et règle des différends relativement à la surveillance et à la prestation des services policiers. Elle entend les appels interjetés contre des décisions disciplinaires des services de police et effectue des enquêtes sur la conduite de chefs de police, d'agents de police et de membres des commissions des services policiers.

La CCOP compte deux divisions : une division décisionnelle et une division des enquêtes. Ces divisions exercent leurs activités de façon indépendante sous la direction d'un greffier.

Adoptée en mars 2019, la *Loi sur la refonte complète des services de police de l'Ontario* vient transformer la surveillance des services policiers dans la province. Or, la CCOP ne faisant pas partie du nouveau cadre de surveillance, elle sera dissoute après une période de transition appropriée.

La compétence et les pouvoirs de la CCOP découlent de la *Loi sur les services policiers*.

Points saillants des activités

La CCOP a reçu un nombre plus élevé de demandes d'enquête qui, pour beaucoup, étaient complexes et présentaient un intérêt important pour le public; c'est le cas notamment de l'enquête sur la Commission des services policiers de Thunder Bay. Compte tenu du vif intérêt qu'a suscité cette affaire, la CCOP a publié en décembre 2018 un rapport d'enquête complet afin de présenter ses conclusions en toute transparence.

La CCOP a décidé d'utiliser le service EATS (Enterprise Attachment Transfer Service) pour permettre le dépôt électronique de documents lourds (jusqu'à 300 Mo). Elle a ainsi modernisé ses méthodes de gestion et diminué la quantité de documents papier utilisés tout en accroissant l'efficacité et l'accessibilité de ses services.

DIVISION DE LA SÉCURITÉ, DES APPELS EN MATIÈRE DE PERMIS ET DES NORMES

Rendement de la CCOP

Indicateurs de rendement	Objectif	2018-2019 (pourcentage réel)	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
Appels d'une mesure disciplinaire : une conférence préparatoire a été planifiée dans les 60 jours suivant le dépôt de tous les documents conformément aux règles; une audience a eu lieu dans les 90 jours suivant la dernière conférence préparatoire	80 %	43 %**	29 %	80 %
Première instance : une audience a eu lieu dans les 90 jours suivant le dépôt de tous les documents conformément aux règles	80 %	S.O.*	100 %	100 %
Les demandes d'approbation présentées au titre du paragraphe 54 (1) ont été traitées dans les 5 jours ouvrables suivant leur réception	80 %	100 %	100 %	100 %
Les décisions, tous types confondus, ont été publiées dans les 90 jours suivant la dernière audience	80 %	38 %	24 %	11 %

*La CCOP n'a pas tenu d'audience en première instance durant cette période.

**La CCOP maintient la possibilité de planifier les conférences préparatoires dans la semaine suivant la date où les parties se disent prêtes; toutefois, en raison de l'emploi du temps des avocats, il est difficile d'atteindre les objectifs. De plus, si les parties présentent des motions à la conférence préparatoire, la CCOP doit les traiter avant l'audience, ce qui peut allonger les délais.

DIVISION DE LA SÉCURITÉ, DES APPELS EN MATIÈRE DE PERMIS ET DES NORMES

Répartition des dossiers de la CCOP

Dossiers	2018-2019*	2017-2018	2016-2017
Dossiers d'appel ouverts	14	13	18
Dossiers d'appel clos	15**	28	11*
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	10	12**	27
Audiences tenues	8	19	16
Décisions rendues	13	29	9
Demandes d'enquête reçues	30	20	20
Dossiers d'enquête clos	17	23	16
Dossiers d'enquête en cours	18	5	8

* À la suite d'ajustements apportés dans les systèmes de suivi et de gestion des causes, les données relatives aux dossiers d'appel clos ont été mises à jour pour 2016-2017.

**En 2017-2018, un appelant avait deux dossiers actifs. Ceux-ci ont été fusionnés et clos en 2018-2019.

DIVISION DE LA SÉCURITÉ, DES APPELS EN MATIÈRE DE PERMIS ET DES NORMES

Commission ontarienne des libérations conditionnelles

La Commission ontarienne des libérations conditionnelles (COLC) rend des décisions concernant la libération conditionnelle de requérants purgeant une peine de moins de deux ans dans un établissement correctionnel provincial. Elle se prononce aussi sur les demandes d'absence temporaire d'un établissement correctionnel de plus de 72 heures. Lorsqu'elle examine les demandes de libération conditionnelle et d'absence temporaire, la Commission fait de la sécurité du public sa priorité absolue.

Ses pouvoirs et compétences découlent de la *Loi sur le ministère des Services correctionnels*.

Points saillants des activités

En avril 2018, pour continuer à appuyer la transition vers l'autonomie, la COLC a commencé à recueillir ses propres données. Cela lui permet d'assurer une cohérence dans la collecte et l'analyse de données statistiques et de renforcer la transparence envers le public par la publication de renseignements dans le portail Données ouvertes.

Pour améliorer l'accès aux dossiers et réduire la dépendance au papier, la COLC envoie désormais les dossiers aux membres par voie électronique avant les audiences. Cette mesure optimise l'utilisation des technologies et renforce le processus de prise de décisions.

Pour accroître l'exactitude des analyses statistiques et améliorer la planification opérationnelle et la production de rapports, la COLC a mis à jour ses schémas de processus de sorte qu'ils illustrent et fassent ressortir les mesures opérationnelles et décisionnelles prises au cours de diverses instances (p. ex., audiences de libération conditionnelle, demandes d'aide, tâches assignées aux membres).

En vue de se tourner vers une approche axée sur le requérant comprenant un modèle complet de prise de décisions, la COLC a signé un protocole d'entente avec l'organisme Aboriginal Legal Services (ALS) afin de permettre à ce dernier, avec le consentement de l'intéressé, de fournir des renseignements liés à l'arrêt Gladue et des renseignements sur le plan de libération conditionnelle en amont de l'audience de libération conditionnelle d'un requérant autochtone.

DIVISION DE LA SÉCURITÉ, DES APPELS EN MATIÈRE DE PERMIS ET DES NORMES

Rendement de la COLC

Indicateurs de rendement	Objectif	2018-2019 (pourcentage réel)	2017-2018 (pourcentage réel)	2016-2017 (pourcentage réel)
Une décision a été rendue dans les 24 heures suivant l'audience*	80 %	100 %	100 %	100 %

N.B : Dans certains cas, plus de temps peut être nécessaire en raison de problèmes techniques ou opérationnels au sein de l'établissement ou pour rédiger une décision.

Répartition des dossiers de la COLC

Dossiers	2018-2019*	2017-2018	2016-2017
Nombre d'appels reçus	3 531	5 409	4 377
Décisions rendues	3 531	4 015	3 038

N.B : Depuis décembre 2017, la COLC examine les demandes de libération conditionnelle des détenus purgeant une peine de six mois ou plus avant qu'ils ne soient admissibles à une telle libération, comme l'exige la *Loi sur le ministère des Services correctionnels*.

*En raison de différences dans la comptabilisation des demandes reçues et des décisions rendues, les chiffres diffèrent grandement de ceux des années précédentes (où la COLC dépendait des statistiques du ministère du Solliciteur général). Ils ne peuvent donc pas être comparés directement.

Division de la justice sociale

Commission de révision des services à l'enfance et à la famille

La Commission de révision des services à l'enfance et à la famille (CRSEF) effectue des révisions, tient des audiences et entend des appels qui concernent les enfants, les jeunes et les familles de l'Ontario, notamment les plaintes concernant des services fournis par des sociétés d'aide à l'enfance, l'admission d'urgence à un programme de traitement en milieu fermé, le refus d'une demande d'adoption et les appels d'expulsion d'un conseil scolaire.

Les pouvoirs et compétences de la CRSEF découlent de la *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*, de la *Loi sur l'éducation* et de la *Loi sur l'adoption internationale*.

Points saillants des activités

Dans la foulée du succès du projet pilote mené en 2017-2018, un comité de médiateurs et d'arbitres, tous férus des causes concernant les enfants et les jeunes, a entendu plus de 185 affaires d'enfants et de jeunes provenant du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario ainsi que de la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, de la Commission de révision des placements sous garde et du Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario

Le 30 avril 2018, la *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille (LSEJF)* a remplacé la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*. La CRSEF a aussi modifié ses formulaires et ses règles de procédure pour tenir compte des modifications apportées à la loi et pour soutenir les efforts visant à rendre la Commission plus accessible.

Répartition des demandes à la CRSEF

Statut de la demande	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Demandes reçues	338	380	356
Demandes traitées	371	344	363
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	111	145	109

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Normes de service de la CRSEF (audiences)

	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
Normes d'audience	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée
Les audiences en vertu de l'article 171 de la LSEF ont eu lieu dans les quatre jours suivant la réception de la demande	3	100 %	4	100 %	3	100 %
Les conférences préparatoires en vertu des articles 119 et 120 de la LSEF ont eu lieu dans les 40 jours suivant le moment où la demande a été jugée admissible	55	52 %	43	57 %	46	74 %
Les audiences en vertu des articles 119 et 120 de la LSEF ont eu lieu dans les 60 jours suivant le moment où la demande a été jugée admissible	142	0 %	51	75 %	84	17 %
Les audiences en vertu de l'article 66 de la LSEF ont eu lieu dans les 20 jours suivant la réception de la demande	10	100 %	15	100 %	9	100 %
Les conférences préparatoires en vertu des articles 109 et 192 de la LSEF ont eu lieu dans les 20 jours suivant le moment où la demande est jugée admissible	6	100 %	13	100 %	11	100 %
Les audiences relatives aux appels de décisions de renvoi par un conseil scolaire ont eu lieu dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'appel	10	100 %	9	100 %	6	100 %

* Que la norme ait été respectée ou non.

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Normes de service de la CRSEF (décisions)

	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
Normes relatives aux décisions	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée
Les ordonnances relatives aux appels de décisions de renvoi par un conseil scolaire ont été émises dans les 10 jours suivant l'audience	8	100 %	5	100 %	8	100 %
Les décisions relatives aux appels de décisions de renvoi par un conseil scolaire ont été rendues dans les 30 jours suivant l'audience	26	100 %	3	100 %	10	100 %
Demandes en vertu des articles 119 et 120 de la LSEF : les décisions et les ordonnances ont été rendues dans les 30 jours suivant l'audience	36	67 %	24	84 %	26	75 %
Toute autre demande en vertu de la LSEF : les ordonnances ont été rendues dans les 10 jours suivant l'audience	5	100 %	4	100 %	7	100 %

* Que la norme ait été respectée ou non.

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels

La Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (CIVAC) établit les indemnités financières à accorder aux victimes d'actes de violence criminels commis en Ontario ou aux membres de la famille lorsque la victime est décédée. La CIVAC peut accorder des indemnités pour douleur et souffrances, perte de revenu, dépenses liées aux traitements, frais funéraires et autres coûts que les victimes d'actes criminels doivent assumer.

Les pouvoirs et compétences de la CIVAC découlent de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*.

Points saillants des activités

Le 22 janvier 2019, la CIVAC a commencé à publier ses décisions (de 2017 à aujourd'hui) sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) afin de respecter ses principes d'accessibilité, de transparence et de publicité des débats judiciaires. Aucun renseignement personnel n'est divulgué, et les décisions ne sont rendues publiques qu'après avoir été transmises aux parties. Les décisions frappées d'un interdit de publication ne sont évidemment pas publiées.

La CIVAC a pu accélérer le traitement de ses dossiers grâce aux procédures mises en place fin 2017 et en 2018, qui ont notamment :

- simplifié le traitement des demandes liées à la violence sexuelle ou familiale et aux mauvais traitements à l'égard des enfants;
- permis aux policiers assignés à témoigner de le faire par écrit ou par téléphone plutôt que d'avoir à se présenter en personne;
- raccourci et anonymisé le gabarit des décisions;
- mis à jour les critères de forme des audiences, ce qui a permis de traiter plus de cas par audience écrite, téléphonique ou vidéo.

Grâce à ces mesures, en 2018-2019, la CIVAC a pu tenir 26 % plus d'audiences, réduire le délai de traitement de 6 % et diminuer les déplacements de ses membres, ce qui a permis d'économiser 27 % en frais de déplacement.

Par ailleurs, en 2018, la CIVAC a mis en place quatre nouvelles directives pour aider les parties à mieux comprendre les règles et les procédures.

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Répartition des demandes à la CIVAC

	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Demandes reçues	4 863	4 264	3 884
Dossiers fermés	5 842	3 856	3 433
Dossiers actifs à la fin de l'exercice*	4 894	5 169	4 784
Délai de traitement (jours)	376	374	383

* La CIVAC peut en tout temps rouvrir un dossier et modifier une ordonnance de versement d'indemnité (article 25 de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*).

Indemnités par type

Types d'indemnité (en milliers \$)	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Douleurs et souffrances	45 923,90 \$	32 809,96 \$	24 737,60 \$
Perte de salaire	904,63 \$	653,59 \$	389,10 \$
Frais médicaux	1 070,31 \$	565,93 \$	449,20 \$
Frais funéraires	331,46 \$	237,37 \$	227,40 \$
Frais juridiques liés à la demande	170,28 \$	95,99 \$	75,30 \$
Autres pertes pécuniaires	152,44 \$	138,58 \$	118,20 \$
Total	48 553,02 \$	34 501,42 \$	25 996,80 \$

N.B. : L'augmentation des indemnités pour douleurs et souffrances est directement liée à l'augmentation du nombre d'audiences tenues.

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Normes de service de la CIVAC

	2018-2019**		2017-2018		2016-2017	
Normes	N ^{bre} de jours (moy.)**	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)**	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)**	% de fois où la norme a été respectée
L'audience a eu lieu dans les 11 mois (330 jours) suivant le dépôt de la demande.	328	73 %	322	62 %	350	61 %
Les ordonnances seront émises dans les 45 jours suivant la fin de l'audience, et le paiement, dans les 30 jours suivants**.	48	69 %	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Les décisions écrites seront rendues dans les 60 jours suivant l'audience. Lorsqu'une indemnité est accordée, le paiement sera joint à la décision.	S.O.	S.O.	43	82 %	48	84 %
Les décisions orales seront rendues à l'issue de l'audience.	S.O.	S.O.	30	84 %	32	85 %

Lorsqu'une indemnité est accordée, le paiement sera émis dans les 30 jours**.						
---	--	--	--	--	--	--

* Les modifications de 2018-2019 aux procédures ont combiné les normes de service des décisions orales et écrites.

** Que la norme ait été respectée ou non.

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Commission de révision des placements sous garde

La Commission de révision des placements sous garde (CRPG) revoit les décisions de placement d'adolescents placés sous garde ou en détention et fait des recommandations à ce sujet au directeur provincial.

Ses pouvoirs et compétences découlent de la *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille* et de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Points saillants des activités

Pour assurer une réponse rapide lorsqu'un jeune communique avec la CRPG, quatre agents de traitement de cas ont chacun une ligne téléphonique ouverte de 8 h 30 à 17 h, du lundi au vendredi. Un tel niveau d'accessibilité est essentiel, puisque les jeunes placés en institution ont un accès limité au téléphone.

Normes de service

Répartition des demandes à la CRPG

	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Demandes reçues	197	141	98
Demandes traitées	195	145	92
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	7	5	9
Délai de traitement (jours)	18	16	19

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Normes de service de la CRPG

	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
Norme	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée
L'examen a commencé par un appel téléphonique effectué dans les 24 heures suivant la réception de la demande	1	100 %	1	100 %	1	100 %
Lorsque la Commission a eu l'intention de tenir une audience, elle en a avisé le jeune dans les 10 jours suivant la réception de la demande	Aucune audience n'a été tenue	Aucune audience n'a été tenue	Aucune audience n'a été tenue	Aucune audience n'a été tenue	Aucune audience n'a été tenue	Aucune audience n'a été tenue
Les recommandations ont été communiquées dans les 30 jours suivant la réception de la demande	22	81 %	21	90 %	20	88 %

* Que la norme ait été respectée ou non.

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Tribunal des droits de la personne de l'Ontario

Le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario (TDPO) traite les allégations de discrimination et de harcèlement faites en vertu du *Code des droits de la personne*. Le TDPO offre d'abord aux parties l'occasion de régler leur différend par médiation; si les parties refusent la médiation ou si elle s'avère infructueuse, alors le TDPO tient une audience.

Ses pouvoirs et compétences découlent du *Code des droits de la personne*.

Points saillants des activités

En 2018, le TDPO a modifié son système de gestion des causes; désormais, un vice-président sera affecté à chaque demande. Le vice-président sera chargé d'administrer toutes les décisions, de la réception de la demande à la fermeture du dossier, ce qui rendra le traitement et la prise de décision plus efficaces.

Le TDPO a aussi inauguré un nouveau système de suivi des causes, pour en améliorer la gestion et le suivi, et de nouvelles directives opérationnelles pour améliorer la gestion des appels de conférence préparatoire pendant une audience.

Un nouveau manuel de procédures a été publié pour illustrer le nouveau modèle de gestion des causes en équipe. Quant à eux, les manuels de procédures des services opérationnels, dont ceux responsables de la réception, des dates d'audience et du soutien au processus décisionnel, ont été mis à jour

Le TDPO a aussi élaboré des plans stratégique et opérationnel pour favoriser une accessibilité accrue et simplifier ses procédures. Le personnel a revu les formulaires en ligne et jeté les bases pour le lancement d'une saison de médiations éclair dans l'optique de traiter plus de 80 causes sur une période de trois mois.

Répartition des demandes au TDPO

	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Demandes reçues	4 541	4 425	3 585
Dossiers ouverts	57	27	22
Dossiers fermés	4 460	3 137	2 880
Délai de traitement (jours)	391	352	333

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Types de décisions prises par le TDPO

Types de décision	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Décision finale sur le fond	65	97	87
— Constat de discrimination	19	40	30
— Absence de discrimination	46	57	57
Décisions provisoires (pour le traitement de questions procédurales)	826	752	771
Réexamens	147	136	163
Violation d'un règlement	22	24	26

* En 2018-2019, le TDPO a émis 1 838 directives d'évaluation de la cause, qui aident les parties à se préparer pour leur audience.

Demandes par domaine social

Domaines sociaux*	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Emploi	69 %	70 %	69 %
Biens, services et établissements	26 %	26 %	27 %
Logement	8 %	8 %	8 %
Contrats	2 %	2 %	2 %
Adhésion à une association professionnelle	1 %	1 %	1 %
Aucun domaine social	1 %	1 %	1 %

* Certaines demandes portant sur des allégations de discrimination dans plus d'un domaine social, les totaux dépassent 100 %.

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Demandes par motif

Motifs*	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Handicap	56 %	56 %	55 %
Représailles	25 %	23 %	23 %
Race	22 %	21 %	21 %
Couleur	15 %	14 %	16 %
Âge	12 %	13 %	12 %
Origine ethnique	14 %	15 %	15 %
Lieu d'origine	11 %	12 %	12 %
Situation familiale	100 %	100 %	100 %
Ascendance	100 %	100 %	100 %
Sexe, grossesse et harcèlement sexuel	20 %	18 %	17 %
Sollicitations ou avances sexuelles	6 %	5 %	4 %
Orientation sexuelle	3 %	4 %	4 %
Identité sexuelle	4 %	5 %	5 %
Expression de l'identité sexuelle	3 %	3 %	3 %
Croyances	6 %	6 %	6 %
État matrimonial	5 %	5 %	5 %
Association	5 %	5 %	4 %
Citoyenneté	4 %	5 %	4 %

Casier judiciaire	2 %	2 %	2 %
État d'assisté social	2 %	2 %	1 %
Aucun motif	2 %	2 %	2 %

* Certaines demandes portant sur des allégations de discrimination dans plus d'un domaine social, les totaux dépassent 100 %.

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Normes de service du TDPO (audiences et médiations)

	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
Audiences et médiations	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée
La première date de médiation a été offerte dans les 150 jours suivant l'acceptation de la médiation par les parties	156	62 %	151	84 %	109	92 %
La première date d'audience offerte se situait dans les 180 jours suivant la date à laquelle la demande est en état d'être entendue	172	35 %	181	38 %	175	34 %

* Que la norme ait été respectée ou non.

Normes de service du TDPO (décisions)

	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
Décisions	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée
Les décisions relatives aux audiences d'une durée de trois jours ou moins ont été rendues dans les 90 jours	70	76 %	63	81 %	81	68 %

Les décisions relatives aux audiences d'une durée de plus de trois jours ont été rendues dans les 180 jours*.	275	29 %	235	33 %	312	17 %
---	-----	------	-----	------	-----	------

* Que la norme ait été respectée ou non.

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Commission de la location immobilière

La Commission de la location immobilière (CLI) règle les différends locatifs entre propriétaires et locataires et les différends d'expulsion dans les coopératives d'habitation à but non lucratif. La CLI a aussi pour mandat d'informer les propriétaires et les locataires sur leurs droits et responsabilités aux termes de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation (LLUH)*.

Ses pouvoirs et compétences découlent de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*.

Points saillants des activités

Afin de garantir l'égalité et l'équité, depuis septembre 2018, la CLI traite les demandes selon la date de réception, qu'elles aient été déposées en personne à l'un de ses bureaux ou envoyées par la poste ou par télécopieur.

En octobre 2018, elle a publié sur son site Web une nouvelle vidéo, Service de dépôt électronique avec la Commission de la location immobilière, expliquant étape par étape la procédure de dépôt en ligne. Cette vidéo sera particulièrement utile aux nouveaux demandeurs.

Les règles de procédure de la CLI ont été fortement réaménagées. Parmi les modifications, notons la possibilité d'utiliser une déclaration plutôt qu'un affidavit, ce qui permet aux parties de s'échanger certains documents par courriel (si elles sont d'accord), et l'élimination de l'exigence pour les coopératives de signifier leurs demandes.

À l'automne 2018, la CLI a formé une petite équipe chargée de répondre aux questions posées par téléphone, ce qui s'est traduit par des gains d'efficacité. Pour mieux servir le public, elle a aussi publié sur son site Web les meilleurs moments pour l'appeler.

Répartition des demandes à la CLI

	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Demandes reçues*	82 095	80 791	81 432
Demandes réglées**	79 476	78 744	78 783
Dossiers actifs à la fin de l'exercice***	14 726	12 944	13 899

* Les totaux comprennent les demandes d'expulsion de coopérative d'habitation à but non lucratif.

** La majorité des demandes sont réglées à l'audience (contestation ou non-contestation ordonnée à l'audience, ou ordonnance faisant suite à une révision; 61 %), par médiation (règlement par médiation ou par médiation ordonnée à l'audience; 13,5 %) ou abandonnées (12 %).

*** Parfois, les demandes « réglées » sont réactivées dans le système de gestion de cas (p. ex. lorsque la CLI accueille la demande de révision d'une ordonnance). Ainsi, une même requête peut mener à plus d'un règlement. Par conséquent, le nombre de demandes actives à la fin de l'exercice n'équivaut pas nécessairement au nombre des requêtes recensées pour l'exercice précédent plus le nombre de « demandes reçues » et moins celui de « demandes réglées ».

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Répartition des demandes soumises par un propriétaire, par type

Types de dossier	Description de la requête	2018-2019	2017-2018	2016-2017
A1	Requête relative au champ d'application de la loi	126 (0,2 %)	96 (0,1 %)	104 (0,1 %)
A2	Sous-location ou cession	378 (0,5 %)	332 (0,5 %)	264 (0,3 %)
A3	Requête conjointe (comporte habituellement une requête L1)	3 632 (4,9 %)	3878 (5,3 %)	4 067 (5,6 %)
A4	Modification du montant de la réduction du loyer	173 (0,2 %)	220 (0,3 %)	134 (0,2 %)
L1	Résiliation et expulsion pour non-paiement du loyer	46 043 (62,4 %)	47 595 (65,6 %)	49 489 (67,6 %)
L2	Résiliation pour d'autres raisons et expulsion	13 945 (18,9 %)	11 404 (15,7 %)	9 987 (13,6 %)
L3	Résiliation sur préavis ou consentement du locataire	1 711 (2,3 %)	1 622 (2,2 %)	1 439 (2,0 %)
L4	Résiliation pour non-respect du règlement	5 571 (7,6 %)	5 552 (7,7 %)	5 478 (7,5 %)
L5	Augmentation supérieure au taux légal	717 (1,0 %)	559 (0,8 %)	575 (0,8 %)
L6	Révision d'un ordre d'exécution de travaux relatif aux normes d'entretien provinciales	4 (0,0 %)	5 (0,0 %)	3 (0,0 %)
L7	Transfert du locataire dans une maison de soins	5 (0,0 %)	1 (0,0 %)	1 (0,0 %)
L8	Changement de serrure par le locataire	39 (0,1 %)	29 (0,0 %)	37 (0,0 %)
L9	Requête en paiement d'arriérés de loyer	1 394 (1,9 %)	1 218 (1,7 %)	1 628 (2,2 %)
Total		73 738	72 511	73 206

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Répartition des demandes soumises par un locataire, par type

Types de dossier	Description de la requête	2018-2019	2017-2018	2016-2017
A1	Requête relative au champ d'application de la loi	116 (1,4 %)	91 (1,2 %)	49 (0,6 %)
A2	Sous-location ou cession	66 (0,8 %)	57 (0,7 %)	55 (0,7 %)
A3	Requête conjointe	1 780 (21,3 %)	1 798 (23,2 %)	1 634 (19,8 %)
A4	Modification du montant de la réduction du loyer	1 (0,0 %)	2 (0,0 %)	0 (0,0 %)
T1	Remboursement (p. ex, loyer illégal)	863 (10,3 %)	765 (9,9 %)	732 (8,9 %)
T2	Droits du locataire	3 053 (36,5 %)	2 832 (36,6 %)	3 807 (46,1 %)
T3	Diminution du loyer	148 (1,8 %)	71 (0,9 %)	68 (0,8 %)
T4	Manquement du locateur – augmentation supérieure au taux légal	1 (0,0 %)	3 (0,0 %)	6 (0,0 %)
T5	Avis de résiliation donné de mauvaise foi	355 (4,2 %)	295 (3,8 %)	211 (2,6 %)
T6	Entretien	1 970 (23,6 %)	1 818 (23,5 %)	1 675 (20,3 %)
T7	Compteurs individuels	4 (0,1 %)	6 (0,1 %)	7 (0,0 %)
Total		8 357	7 738	8 244

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Répartition des demandes soumises par une coopérative, par type

Types de dossier	Description de la requête	2018-2019	2017-2018	2016-2017
C1	Requête en résiliation de l'occupation et en expulsion d'un membre de la coopérative pour non-paiement des frais de logement et en paiement des frais de logement que doit le membre	251 (45 %)	247 (46 %)	274 (47 %)
C1/2	Requêtes C1 et C2 combinées	118 (21 %)	114 (21 %)	102 (17,5 %)
C2	Requête en résiliation de l'occupation du logement réservé au membre et en expulsion de celui-ci	107 (19 %)	86 (16 %)	93 (16 %)
C3	Requête en résiliation de l'occupation du logement réservé au membre et en expulsion de celui-ci – fondée sur un retrait, un consentement ou un avis du membre	6 (1 %)	6 (1 %)	3 (0,1 %)
C4	Requête en résiliation de l'occupation du logement réservé au membre et en expulsion de celui-ci parce qu'il n'a pas respecté des conditions d'un règlement ou d'une ordonnance	81 (14 %)	89 (16 %)	110 (18,9 %)
Total		563	542	582

Centre d'appel

	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Appels traités	242 892	272 719	261 154
Durée moyenne des appels	4 min 48 s	4 min 57 s	5 min 19 s
Temps d'attente moyen	15 min 18 s	9 min 4 s	9 min 46 s

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Normes de service

La CLI a modifié ses normes de service le 31 décembre 2017. Comme la complexité d'une demande peut influencer la date, la teneur et l'issue de son instruction, la CLI a divisé ses normes de services en deux catégories, présentées dans le tableau ci-dessous.

Normes de service de la CLI*

	2018-2019	2017-2018
Les audiences concernant des requêtes L1 et L9 ont été fixées dans les 25 jours ouvrables	35 % (31,8 jours)	54 % (26,1 jours)
Les décisions (ordonnances) concernant des requêtes L1 et L9 ont été rendues dans les quatre jours ouvrables suivant l'audience finale	70 % (4,6 jours)	78 % (4 jours)
Les audiences concernant toute autre requête (hormis les requêtes L5 et A4) ont été fixées dans les 30 jours ouvrables	37 % (36,7 jours)	53 % (31,2 jours)
Les décisions (ordonnances) concernant toute autre requête (hormis les requêtes L5 et A4) ont été rendues dans les 10 jours ouvrables suivant l'audience finale	79 % (9,5 jours)	82 % (7,6 jours)

Répartition des demandes d'examen

Une partie peut demander l'examen d'une décision prise par la CLI si elle croit qu'une erreur grave a été commise dans l'ordonnance.

	2018-202019
Nombre total de demandes d'examen	3 595
Demandes d'examen refusées	844
Demandes d'examen envoyées en audience	2 751

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais et français)

Les Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (TEDO) entendent les appels de parents qui n'ont pas pu résoudre leur différend avec leur conseil scolaire quant à l'identification et au placement d'un élève surdoué ou en difficulté.

Leurs pouvoirs et leurs compétences découlent de la *Loi sur l'éducation*.

Points saillants des activités

En 2018-2019, les TEDO ont commencé à traiter les appels par ordinateur pour rendre leurs services plus efficaces et réduire leurs dépenses.

Statistiques

En 2018-2019, le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais) a reçu quatre appels. Un fut réglé par médiation ou arbitrage, deux furent clos (respectivement pour cause de dossier incomplet et de déclin de compétence), et le dernier fut retiré. Pour sa part, le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français) n'a reçu aucun appel.

Normes de service des TEDO

Statut de la demande	2018-2019	
Normes	Nombre de jours moyen (que la norme ait été respectée ou non)	% de fois où la norme de service a été respectée
La médiation des appels a été fixée dans les 120 jours suivant la soumission de la réponse	42	100
Les décisions ont été rendues dans les 90 jours	83	100

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Tribunal de l'aide sociale

Le Tribunal de l'aide sociale (TAS) évalue les appels des demandeurs à qui l'on a refusé l'aide sociale et des prestataires de l'aide sociale qui ne sont pas d'accord avec une décision concernant leur admissibilité ou le montant auquel ils ont droit.

Ses pouvoirs et compétences découlent de la *Loi sur le programme Ontario au travail* et de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH)*.

Points saillants des activités

Le TAS accepte déjà les requêtes électroniques des cliniques juridiques et des organismes intimés; poursuivant dans la même lignée, il accepte, depuis juillet 2018, les formulaires électroniques d'appelants non représentés. Pour ce faire, il a publié une nouvelle Directive de pratique sur la communication avec le Tribunal de l'aide sociale et un nouveau Formulaire 10 : Consentement à la communication par courriel avec le Tribunal de l'aide sociale. Il a également mis à jour ses Règles de procédure.

Pour mieux expliquer les procédures du TAS au public, deux nouvelles vidéos accessibles ont été publiées sur le site Web du TAS en octobre 2018 : Mesures de règlement anticipé au Tribunal de l'aide sociale et Aide provisoire au Tribunal de l'aide sociale.

Le TAS continue d'améliorer le programme de mesure de règlement anticipé (MRA), lequel entend aider les parties à s'entendre sans passer par une audience. Ce programme permet de résoudre les appels dans des délais atteignant à peine un mois après leur soumission. En 2018-2019, le TAS a tenu 2 167 séances dans le cadre du programme MRA; le taux de résolution était de 43 %.

Répartition des appels au TAS

	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Appels reçus	8 699	10 124	10 403
Appels clos	9 048	10 618	12 831

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Appels au TAS, par programme

	2018-2019	2017-2018	2016-2017
POSPH	8 122 (93 %)	9 437 (93 %)	9 704 (93 %)
OT	577 (7 %)	687 (7 %)	699 (7 %)
Total	8 699	10 124	10 403

Appels liés au POSPH, par catégorie

POSPH	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Refus	7 178 (88 %)	8 234 (87 %)	8 392 (86 %)
Annulation et suspension	338 (4 %)	580 (6 %)	640 (7 %)
Montant et réduction	546 (7 %)	569 (6 %)	566 (6 %)
Autre	60 (1 %)	54 (1 %)	106 (1 %)
Total	8 122	9 437	9 704

Appels liés au programme OT, par catégorie

Programme OT	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Refus	126 (22 %)	146 (21 %)	183 (26 %)
Annulation et suspension	176 (31 %)	224 (33 %)	218 (31 %)
Montant et réduction	268 (46 %)	310 (45 %)	274 (39 %)
Autre	7 (1 %)	7 (1 %)	24 (4 %)
Total	577	687	699

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Décisions liées au POSPH, par résultat

POSPH	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Accordé	3 025 (58 %)	3 481 (62 %)	4 450 (61 %)
Rejeté	1 293 (25 %)	1 312 (23 %)	1 721 (23 %)
Rejeté <i>in absentia</i> *	630 (12 %)	640 (11 %)	865 (12 %)
Autre**	242 (5 %)	195 (4 %)	295 (4 %)
Total	5 190	5 628	7 331

* Dossiers rejetés *in absentia* : l'appelant ne s'est pas présenté à l'audience.

** Par autres décisions, on entend notamment l'ordonnance sur consentement; l'appel ne pouvant être interjeté devant le tribunal; l'appel interjeté trop tard; la question hors compétence; la question réglée ou retirée et le dossier renvoyé au directeur ou à l'administrateur afin qu'il réexamine la décision originale selon les directives données par le tribunal.

Décisions liées au programme OT, par résultat

Programme OT	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Accordé	93 (32 %)	114 (33 %)	79 (26 %)
Rejeté	69 (24 %)	81 (24 %)	90 (30 %)
Rejeté <i>in absentia</i> *	86 (30 %)	94 (27 %)	99 (32 %)
Autre**	40 (14 %)	52 (15 %)	37 (12 %)
Total	288	341	305

* Dossiers *rejetés in absentia* : l'appelant ne s'est pas présenté à l'audience.

** Par autres décisions, on entend notamment l'ordonnance sur consentement; l'appel ne pouvant être interjeté devant le tribunal; l'appel interjeté trop tard; la question hors compétence; la question réglée ou retirée et le dossier renvoyé au directeur ou à l'administrateur afin qu'il réexamine la décision originale selon les directives données par le tribunal.

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Normes de service du TAS

	2018-2019		2017-2018		2016-2017	
Normes	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée	N ^{bre} de jours (moy.)*	% de fois où la norme a été respectée
Les appels ont été planifiés et un avis d'audience a été envoyé au plus tard 30 jours après la réception de l'appel	20 jours	94 %	14 jours	87 %	24 jours	82 %
La date de l'audience a été fixée au plus tard 180 jours après la date de l'avis d'audience	174 jours	94 %	179 jours	87 %	172 jours	82 %
Les décisions ont été publiées dans les 30 jours suivant la fin de l'audience	32 jours	57 %	34 jours	67 %	33 jours	66 %

SOMMAIRE FINANCIER

Fondé le 1^{er} janvier 2019, Tribunaux décisionnels Ontario est le fruit de la fusion des trois regroupements de tribunaux : Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario, Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario et Tribunaux de justice sociale Ontario. Comme cette fusion eut lieu vers la fin de la période de déclaration du rapport annuel, les dépenses et les revenus sont ventilés selon les anciens regroupements.

Pour appuyer les efforts d'optimisation du gouvernement, Tribunaux décisionnels Ontario a, au cours de l'exercice 2018-2019, pris les mesures suivantes :

- Réduction du nombre de présidents exécutifs (il y en aura désormais un seul)
- Consolidation des bureaux de la direction, des groupes de communication, des services juridiques et des services opérationnels et activités stratégiques des trois regroupements
- Nomination conjointe d'arbitres nommés par décret et de présidents associés
- Élimination de services téléphoniques redondants
- Simplification des activités des bureaux régionaux

Tribunaux décisionnels Ontario entend poursuivre l'examen de ses activités pour optimiser l'utilisation de ses ressources, notamment en modernisant et en simplifiant ses pratiques, et en améliorant ses procédures, de façon à offrir de meilleurs services aux Ontariennes et aux Ontariens.

Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Répartition des dépenses

Postes	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Salaires et traitements	12 509 704 \$	12 307 413 \$	12 185 937 \$
Avantages sociaux	1 671 126 \$	1 594 910 \$	1 611 094 \$
Transports et communications	660 927 \$	687 438 \$	741 078 \$
Services	2 479 276 \$	2 263 868 \$	2 258 743 \$
Fournitures et matériel	111 942 \$	131 734 \$	251 574 \$
Total	17 432 975 \$	16 985 363 \$	17 048 426 \$

SOMMAIRE FINANCIER

Recettes

Exercice	Droits et frais perçus
2018-2019	1 202 336 \$
2017-2018	2 231 525 \$
2016-2017	6 191 255 \$*

* **N.B.** : L'année 2017 était la première du nouveau cycle d'évaluation quadriennal, d'où l'augmentation du nombre de nouveaux appels reçus par la CRÉF et la hausse des revenus. Les droits de dépôt de la CRÉF ont aussi augmenté le 1^{er} janvier 2017, et ceux du TAAL (auparavant la CAMO), le 1^{er} juillet 2016.

Le tableau ci-dessus montre les revenus combinés de la DEAT, ce qui comprend les droits de dépôt perçus par la Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) et la Commission des affaires municipales de l'Ontario (CAMO). Les droits et les frais perçus sont reversés au Trésor.

Division de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes

Postes	2018-2019 Chiffres réels Excluant le SAIAA	2018-2019 Chiffres réels SAIAA	2017-2018 Chiffres réels Excluant le SAIAA	2017-2018 Chiffres réels SAIAA
Traitements et salaires	3 888 816 \$	11 272 384 \$	3 836 159 \$	10 132 482 \$
Avantages	561 194 \$	1 600 653 \$	611 181 \$	1 375 099 \$
Transports et communications	665 129 \$	480 347 \$	605 746 \$	286 511 \$
Services	3 631 995 \$	3 850 439 \$	2 566 678 \$	3 119 859 \$
Fournitures et matériel	30 261 \$	49 150 \$	87 493 \$	72 088 \$
Total partiel	8 777 395 \$	17 252 973 \$	7 77 257 \$	14 986 039 \$
Recouvrements	(395 500) \$	0 \$	(313 951) \$	0 \$
Installations et immobilisations*	0 \$	578 989 \$	0 \$	906 172 \$
Total	8 381 895 \$	17 831 961 \$	7 393 36 \$	15 892 211 \$

SOMMAIRE FINANCIER

Recettes	2018-2019 Chiffres réels Excluant le SAIAA	2018-2019 Chiffres réels SAIAA	2017-2018 Chiffres réels Excluant le SAIAA	2017-2018 Chiffres réels SAIAA
Droits de dépôt de requête et demandes d'accès à l'information	61 315 \$	1 334 330 \$	52 510 \$	962 801 \$
Remboursement des dépenses	0 \$	16 498 761 \$	0 \$	14 928 906 \$
Revenus totaux	61 315 \$	17 833 091 \$	52 510 \$	15 891 707 \$

Le TAMP puise ses revenus dans les droits de dépôt de requête. Les autres tribunaux de la DSAPN ne perçoivent aucun droit.

Le 1^{er} avril 2016, le TAMP a commencé à traiter les demandes faites en vertu de la *Loi sur les assurances* et de l'Annexe sur les indemnités d'accident légales. Les dépenses du SAIAA-TAMP sont entièrement récupérées auprès des compagnies d'assurance. Le Règlement 160/16 établit un système de points pour calculer la part de l'évaluation attribuée à chaque assureur, selon leur utilisation du service.

Les revenus que tire la DSAPN de ses droits de requête et du SAIAA-TAMP sont versés au Trésor.

DIVISION DE LA JUSTICE SOCIALE

Dépenses

Postes	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Salaires et traitements	33 448 199 \$	33 765 875 \$	33 307 169 \$
Avantages sociaux	5 021 731 \$	4 765 394 \$	4 949 435 \$
Transports et communications	2 283 340 \$	2 482 286 \$	2 484 008 \$
Services	9 291 134 \$	9 295 475 \$	9 337 716 \$
Fournitures et matériel	553 387 \$	593 644 \$	471 045 \$
Total	50 597 791 \$	50 902 674 \$	50 549 373 \$

SOMMAIRE FINANCIER

Comparaison du montant total annuel des indemnités versées par la CIVAC à des victimes de crimes violents

Indemnités pour les victimes de crimes violents	2018-2019*	2017-2018	2016-2017
Indemnités versées par la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels à des victimes de crimes violents	45 267 651 \$	36 930 117 \$	32 666 822 \$

* Le volume des dossiers de la CIVAC a augmenté de 14 % en 2018-2019, ce qui a entraîné une hausse des paiements de transfert.

En 2018-2019, la CIVAC a versé au Trésor 220 126 \$ en montants recouvrés par les demandeurs dans le cadre d'actions civiles, conformément au paragraphe 26 (5.1) de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*.

Comparaison des revenus de la DJS

Revenus	2018-2019	2017-2018	2016-2017*
Frais de dépôt d'une requête auprès de la Commission de la location immobilière (ces frais sont versés au Trésor)	13 203 645 \$	12 973 046 \$	12 345 606 \$

* Les droits à verser pour dépôt d'une requête à la CLI ont augmenté le 16 janvier 2017.

La CLI tire principalement ses revenus des frais de dépôt de requête. Elle tire par ailleurs une petite part de ses recettes de la vente de photocopies, de copies d'enregistrement sonore d'audiences, etc. Les autres tribunaux de la DJS ne perçoivent aucuns frais de dépôt. Les revenus de la DJS sont transférés au Trésor.

SOMMAIRE FINANCIER

Rémunération des personnes nommées aux tribunaux décisionnels et aux organismes de réglementation

Poste	Postes à temps plein (Rémunération annuelle)			Postes à temps partiel (Rémunération quotidienne)	
	1 ^{er} mandat (2 premières années)	2 ^e mandat (3 années suivantes)	3 ^e mandat (5 dernières années)	Du 1 ^{er} au 3 ^e mandat	Fonctions professionnelles et relations de travail*
Présidents exécutifs	200 780 \$	212 564 \$	224 349 \$	858 \$	S.O.
Présidents	174 184 \$	186 621 \$	199 059 \$	744 \$	788 \$
Présidents associés	174 184 \$	186 621 \$	199 059 \$	744 \$	788 \$
Vice-présidents	136 545 \$	146 311 \$	156 077 \$	583 \$	788 \$
Membres	110 482 \$	118 378 \$	126 273 \$	472 \$	788 \$

* Personnes nommées dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions professionnelles, tel qu'exigé par la loi, ou siégeant à un conseil des relations de travail.

Rémunération versée aux membres à temps plein et à temps partiel

Tribunaux décisionnels Ontario	2018-2019 Bureau du commissaire à l'intégrité rémunération – Rémunération des postes à temps plein	2018-2019 Bureau du commissaire à l'intégrité rémunération – Rémunération des postes à temps partiel	Total
DEAT	4 323 823 \$	1 000 797 \$	5 324 620 \$
DJS	10 847 450 \$	3 202 481 \$	14 049 931 \$
DSAPN	5 573 033 \$	4 070 655 \$	9 643 688 \$

Total	20 744 36 \$	8 273 933 \$	29 018 239 \$
-------	--------------	--------------	---------------

Annexe A : Membres de Tribunaux décisionnels Ontario

En 2018-2019, Tribunaux décisionnels Ontario a pourvu plusieurs postes dans les commissions et les tribunaux afin d'assurer un accès rapide à la justice partout en Ontario.

En vertu de la *Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux*, les membres d'un tribunal ou d'une commission doivent être nommés à l'issue d'un processus concurrentiel fondé sur le mérite. La Loi exige aussi que la nomination de chaque nouveau membre soit appuyée par le président exécutif, et recommandée par lui au procureur général de l'Ontario.

La stratégie de nomination conjointe de Tribunaux décisionnels Ontario se base sur l'expérience, les compétences et les connaissances de ses membres pour optimiser l'emploi des ressources à sa disposition.

Les membres de Tribunaux décisionnels Ontario continuent de participer à l'amélioration de l'organisation, de ses tribunaux et de l'administration du système judiciaire ontarien.

67 Membres de la DEAT	133 Membres de la DSAPN	207 Membres de la DJS
-----------------------------	-------------------------------	-----------------------------

MEMBRES DE LA DEAT

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de nomination
Awoleri, Subuola	CRÉF	Membre à temps plein	16 novembre 2016	20 novembre 2019
Bellemare, Michel*	CAMO/TAAL *	Membre à temps plein	8 août 2016	31 décembre 2018
Bourassa, Marcelle*	CRÉF*	Membre à temps plein	21 février 2017	20 février 2019
	CN*	Membre à temps partiel	6 mai 2015	5 mai 2020
Boutis, Paula	CAMO/TAAL	Membre à temps plein	26 avril 2017	25 avril 2019
Bruce, Laurie	TE	Membre à temps partiel	22 octobre 2014	21 octobre 2019
	CAMO/TAAL	Membre à temps partiel	22 octobre 2014	21 octobre 2019
Bryson, Chantelle	TAAL	Membre à temps plein	18 avril 2018	17 avril 2020
Butcher, Alan	CRÉF	Membre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2020
Carter-Whitney, Maureen*	TE*	Vice-présidente à temps plein	11 octobre 2016	10 octobre 2018
Cashin, Marlene	TE	Membre à temps partiel	22 octobre 2014	21 octobre 2019
	CRÉF	Membre à temps partiel	14 juin 2017	21 octobre 2019
Conti, Chris	CAMO/TAAL	Vice-président à temps plein	17 août 2017	16 août 2019
DeMarco, Jerry V.*	TriO/DEAT*	Président exécutif suppléant à temps plein	1 ^{er} septembre 2010	31 août 2020
		Président exécutif à temps plein	3 avril 2018	31 décembre 2018
	CRPG	Président associé à temps partiel	8 mai 2013	31 août 2020
	TE	Président associé à temps plein	1 ^{er} septembre 2010	31 août 2020
Douglas, John	TAAL	Membre à temps plein	18 avril 2018	17 avril 2020
Duncan, Justin	TE	Vice-président à temps plein	28 août 2017	27 août 2019
	CAMO/TAAL	Membre à temps plein	23 juillet 2014	22 juillet 2019
Egan, Terrance	CN	Membre à temps partiel	17 juin 2009	16 juin 2019

MEMBRES DE LA DEAT

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Flemming, Leslie	CRÉF	Membre à temps plein	8 janvier 2018	7 janvier 2020
Griffith, Jennifer	CRÉF	Membre à temps plein	8 février 2018	7 février 2020
Halpenny, Andrew	TMT	Membre à temps partiel	1 ^{er} avril 2018	17 juillet 2019
Hodgins, Thomas	CAMO/TAAL	Membre à temps plein	11 octobre 2016	21 octobre 2021
Hussey, Karlene	CAMO/TAAL	Vice-présidente à temps plein	4 janvier 2011	3 janvier 2021
Jackson, Helen*	TE	Membre à temps plein	24 mai 2011	23 mai 2021
	CAMO/TAAL	Membre à temps plein	24 mai 2011	23 mai 2021
	TMT*	Membre à temps partiel	18 avril 2018	31 décembre 2018
Jacobs, Sarah	CAMO/TAAL	Membre à temps plein	23 juillet 2014	22 juillet 2020
Jebreen, Joseph	CRÉF	Membre à temps partiel	31 mai 2017	30 mai 2019
Jones, Richard Coleman	CAMO/TAAL	Membre à temps partiel	22 octobre 2014	21 octobre 2019
Jovanovic, Stephen	CN	Président associé à temps partiel	14 février 2019	13 février 2020
	TMT	Président associé à temps partiel	14 février 2019	13 février 2020
King, Caroline	CRÉF	Vice-présidente à temps plein	31 août 2017	30 août 2019
Kraft Sloan, Karen	Tribunal	Membre à temps partiel	23 juillet 2016	22 juillet 2019
Krushelnicki, Bruce*	TriO/DEAT*	Président exécutif à temps plein	25 novembre 2015	3 avril 2018
Krzeczunowicz, Stefan*	CAMO/TAAL *	Membre à temps plein	8 août 2016	31 décembre 2018
Lamoureux, Linda P.	DEAT (Tribunaux décisionnels Ontario)	Présidente exécutive à temps plein	1 ^{er} janvier 2019	31 décembre 2019
Lanthier, David	CAMO/TAAL	Membre à temps plein	4 mai 2016	31 décembre 2019
Laregina, Anthony	CRÉF	Membre à temps plein	31 janvier 2017	1 ^{er} février 2020
Lavigne, Pierre	CRÉF	Membre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2020
Laws, Joanne	CRÉF	Membre à temps plein	8 février 2018	7 février 2020
Levy, Alan*	CN*	Membre à temps partiel	31 mai 2017	30 mai 2019

MEMBRES DE LA DEAT

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Light, Sonia*	CRÉF*	Membre à temps partiel	7 août 2013	6 août 2018
Makuch, Richard G.M.*	CRÉF*	Membre à temps partiel	6 novembre 2013	5 novembre 2018
	CAMO/TAAL	Vice-président à temps plein	13 juin 2012	31 décembre 2019
Marques, Ana Cristina*	CN*	Membre à temps partiel	6 novembre 2013	5 novembre 2018
McAnsh, Scott,	CRÉF	Vice-présidente à temps plein	28 juin 2017	27 juin 2019
Mckenzie, James	CAMO/TAAL	Président associé à temps plein	2 février 2017	1 ^{er} février 2020
Milchberg, Anne	CAMO/TAAL	Membre à temps partiel	22 octobre 2014	21 octobre 2019
Morris, Warren	CRÉF	Membre à temps partiel	31 octobre 2012	30 octobre 2022
	TE	Membre à temps partiel	10 mai 2017	9 mai 2019
	CN	Membre à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2019
Muldoon, Paul*	TriO/DEAT*	Président exécutif suppléant à temps plein	3 avril 2018	31 décembre 2018
	CRÉF	Président associé à temps plein	1 ^{er} juin 2014	31 décembre 2019
Nelson, Daniel	CRPG	Membre à temps partiel	22 octobre 2014	21 octobre 2019
Okhovati, Margarita	CRÉF	Membre à temps partiel	22 octobre 2014	21 octobre 2019
Pilon, Jean-Paul	CRÉF	Membre à temps plein	27 mars 2018	26 mars 2020
Rempe, Graham	TE	Membre à temps partiel	10 mai 2017	9 mai 2019
Rowe, Ian*	CAMO/TAAL*	Membre à temps partiel	11 octobre 2016	10 octobre 2018
Schiller, Susan*	CRÉF*	Vice-présidente à temps partiel	6 novembre 2013	5 novembre 2018
	TE	Vice-présidente à temps partiel	6 novembre 2013	11 décembre 2019
	CAMO/TAAL	Vice-présidente à temps plein	4 janvier 2011	3 janvier 2021
Shaw, Sherene	CRÉF	Membre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2020
Sills, Mary-Anne*	CAMO/TAAL*	Membre à temps plein	3 juillet 2007	2 juillet 2018
Skanes, Tyrone	CRÉF	Membre à temps partiel	26 septembre 2010	28 septembre 2020

Smith, Laurie	CRPG	Vice-présidente à temps partiel	14 juin 2017	13 juin 2019
---------------	------	---------------------------------	--------------	--------------

MEMBRES DE LA DEAT

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Spraggett, Mark	CRÉF	Membre à temps partiel	22 octobre 2014	21 octobre 2019
Stabile, Vincent	CRÉF	Membre à temps partiel	29 septembre 2010	28 septembre 2020
Steinberg, Robert	CRÉF	Membre à temps partiel	14 novembre 2012	13 novembre 2022
	CN	Membre à temps partiel	4 mai 2011	3 mai 2021
Stringer, Carly	CRÉF	Membre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2020
Swinkin, Gerald	CAMO/TAAL	Membre à temps partiel	24 août 2016	11 septembre 2021
Taylor, Blair S.	CAMO/TAAL	Membre à temps plein	17 octobre 2012	16 octobre 2022
Tousaw, Scott	CAMO/TAAL	Membre à temps plein	31 mai 2017	31 décembre 2019
Valiante, Marcia	CAMO/TAAL	Membre à temps partiel	23 juillet 2016	22 juillet 2019
	TE	Vice-présidente à temps plein	9 mai 2007	30 mai 2019
	CRPG	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 décembre 2019
VanderBent, Dirk	CRÉF	Vice-président à temps plein	18 septembre 2016	21 octobre 2021
	CN	Vice-président à temps partiel	12 décembre 2018	11 décembre 2019
Vincent, Sharyn	CAMO/TAAL	Membre à temps plein	27 juin 2016	31 décembre 2019
Weagant, Dan	CRÉF	Membre à temps plein	28 novembre 2016	11 décembre 2019
Wilkins, Hugh*	TE	Membre à temps plein	2 avril 2014	31 décembre 2019
	CAMO/TAAL	Membre à temps partiel	2 mars 2016	31 décembre 2019
	CRPG*	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 décembre 2019
Wright, Robert*	CRÉF	Membre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2020
	CRPG	Vice-président à temps partiel	29 mai 2013	31 décembre 2018
Yuen, Jane*	CN*	Membre à temps partiel	19 décembre 2008	18 décembre 2018
Zuidema, Jyoti*	CAMO/TAAL *	Vice-présidente à temps plein	20 août 2007	19 août 2018

* Membres qui avaient quitté TriO au 31 mars 2019 ou qui ont changé de poste à TriO durant l'exercice 2018-2019.

+ Membres en nomination conjointe siégeant à plusieurs divisions de TriO.

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Anwar, Khizer*	TAMP*	Membre à temps plein	18 octobre 2016	17 octobre 2018
	COLC	Membre à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2019
Awad, Katie	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020
Baker, Blaine*	TAMP*	Membre à temps partiel	2 février 2017	1 ^{er} février 2019
Bass, Julia*	TAMP*	Vice-présidente à temps partiel	22 juin 2016	21 juin 2018
Batty, Jonathan+	TAMP	Président associé à temps plein	4 octobre 2017	3 octobre 2019
	CESA	Membre à temps partiel	4 octobre 2017	3 octobre 2019
	CSI*	Membre à temps partiel	4 octobre 2017	3 octobre 2019
	CCOP	Membre à temps partiel	4 octobre 2017	3 octobre 2019
	COLC	Membre à temps partiel	4 octobre 2017	3 octobre 2019
Bear, Daniel	COLC	Membre à temps partiel	29 novembre 2017	28 novembre 2019
Black, David*	TAMP*	Membre à temps partiel	22 juin 2016	21 juin 2018
Borenstein, David	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	3 novembre 2010	2 novembre 2020
Boyce, Jesse	TAMP	Membre à temps plein	21 février 2018	20 février 2020
	CESA	Membre à temps partiel	21 février 2018	20 février 2020
	CSI	Membre à temps partiel	21 février 2018	20 février 2020
	CCOP	Membre à temps partiel	21 février 2018	20 février 2020

	COLC	Membre à temps partiel	21 février 2018	20 février 2020
Boyd, Jennifer*	TAMP*	Membre professionnel à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
Braun, Shannon+	TAMP	Membre à temps plein	28 mars 2019	31 décembre 2019

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Burgess, Helen-Nikoleta	CESA	Membre à temps partiel	20 septembre 2017	19 septembre 2019
	CSI	Membre à temps partiel	20 septembre 2017	19 septembre 2019
Butler, Scott	COLC	Membre à temps partiel	26 avril 2017	25 avril 2019
Caryll, David*	TAMP*	Membre à temps partiel	16 avril 2008	15 avril 2018
Castel, Jacqueline	TAMP	Membre à temps partiel	1 ^{er} avril 2011	2 octobre 2022
	CCOP	Membre à temps partiel	3 octobre 2012	2 octobre 2022
Cavdar, Jessica	TAMP	Membre à temps plein	18 janvier 2018	17 janvier 2020
	COLC	Membre à temps partiel	18 janvier 2018	17 janvier 2020
Chakravarti, Monica	TAMP	Membre à temps plein	28 mars 2019	27 mars 2021
Clarke, Susan	CSI	Vice-présidente à temps partiel	20 septembre 2017	19 septembre 2019
	CESA	Membre à temps partiel	20 septembre 2017	19 septembre 2019
Conway, Patricia	COLC	Membre à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
	TAMP	Membre à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
Corapi, Daniela	TAMP	Membre à temps plein	18 avril 2018	17 avril 2020
Crljenica, Theodore	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	23 mars 2016	31 décembre 2019
	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	23 mars 2016	31 décembre 2019
Daoud, Meray	TAMP	Membre à temps plein	3 janvier 2017	2 janvier 2020
Della Fortuna, Sergio	COLC	Membre à temps plein	24 novembre 2010	23 novembre 2020

Dhanani, Zahra	TAMP	Membre à temps partiel	12 avril 2017	29 mai 2022
Diplas, George	TAMP	Membre à temps partiel	8 janvier 2018	7 janvier 2020
Diesel, Sandra	TAMP	Membre à temps plein	24 janvier 2018	23 janvier 2020
Farlam, Avril	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	30 juin 2016	31 décembre 2019
Ferguson, Christopher	TAMP	Membre à temps partiel	7 décembre 2016	6 décembre 2021

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Ferguson, Nathan+	TAMP	Membre à temps plein	28 février 2019	31 décembre 2019
Flynn, Kevin*	TAMP*	Membre professionnel à temps partiel	28 mai 2003	27 mai 2018
Flude, D. Gregory	TAMP	Vice-président à temps plein	8 février 2016	7 février 2020
Foot, Joanne	TAMP	Membre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2019
	CSI	Membre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2019
	CESA	Membre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2019
Fricot, Amanda	TAMP	Membre à temps partiel	29 novembre 2017	28 novembre 2019
Friedland, Jennifer	TAMP	Membre à temps partiel	30 mai 2016	31 décembre 2019
	COLC	Membre à temps partiel	30 mai 2016	31 décembre 2019
	CESA	Membre à temps partiel	30 mai 2016	31 décembre 2019
	CSI*	Membre à temps partiel	30 mai 2016	31 décembre 2019
Gahir, Harinder*	TAMP*	Vice-président à temps partiel	15 novembre 2006	14 novembre 2018
Gauci, Maureen*	COLC*	Membre à temps partiel	4 février 2009	3 février 2019
Go, Avvy	TAMP	Membre à temps partiel	24 février 2016	23 février 2021
Goela, Anita	TAMP	Membre à temps plein	13 septembre 2017	12 septembre 2019
	CSI*	Membre à temps partiel	13 septembre 2017	12 septembre 2019
	CESA	Membre à temps partiel	13 septembre 2017	12 septembre 2019
	COLC	Membre à temps partiel	13 septembre 2017	12 septembre 2019

Gosio, Paul	TAMP	Membre à temps plein	16 novembre 2016	15 novembre 2021
	COLC	Membre à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2019
Gottfried, Ruth	TAMP	Membre à temps plein	23 mars 2016	31 décembre 2019
Grant, Derek	TAMP	Membre à temps plein	20 juillet 2016	31 décembre 2019
Grieves, Kathryn	TAMP	Membre à temps plein	24 janvier 2018	23 janvier 2020

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Griffith, Lyndra	TAMP	Membre à temps plein	21 février 2018	20 février 2020
	COLC	Membre à temps partiel	21 février 2018	20 février 2020
	CESA	Membre à temps partiel	21 février 2018	20 février 2020
	CSI*	Membre à temps partiel	21 février 2018	20 février 2020
Hamud, Billeh*	TAMP*	Membre à temps partiel	28 novembre 2016	27 novembre 2018
Hans, Rupinder	TAMP	Membre à temps partiel	22 juin 2016	31 décembre 2019
	COLC	Membre à temps partiel	11 juillet 2017	10 juillet 2019
Harmison, Gemma*	TAMP*	Membre à temps plein	6 février 2017	5 février 2019
Harper, Jacqueline	TAMP	Membre à temps partiel	3 février 2017	2 février 2020
Helt, Maureen	TAMP	Vice-présidente à temps plein	14 décembre 2017	13 décembre 2019
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	14 décembre 2017	13 décembre 2019
	CESA	Membre à temps partiel	14 décembre 2017	13 décembre 2019
	CSI*	Membre à temps partiel	14 décembre 2017	13 décembre 2019
	COLC	Membre à temps partiel	14 décembre 2017	13 décembre 2019
Hicks, Barbara*	TAMP*	Membre à temps partiel	2 novembre 2016	1 ^{er} novembre 2018
	CESA*	Membre à temps partiel	2 novembre 2016	1 ^{er} novembre 2018
	CSI*	Membre à temps partiel	2 novembre 2016	1 ^{er} novembre 2018
Hines, Rebecca	TAMP	Membre à temps plein	16 novembre 2016	15 novembre 2021

Hodgson, Laura	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2020
	COLC	Membre à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2020
	TAMP	Membre à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2020
Hunter, Terry	TAMP	Vice-président à temps partiel	22 juin 2016	31 décembre 2019

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Johal, Sandeep	TAMP	Membre à temps plein	18 octobre 2016	21 octobre 2021
	COLC	Membre à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2019
John, Anita	TAMP	Membre à temps partiel	30 juin 2016	31 décembre 2019
Jovanovic, Stephen	CCOP	Président associé à temps plein	11 janvier 2017	10 janvier 2022
	TAMP	Membre à temps partiel	11 janvier 2017	10 janvier 2022
	CESA	Membre à temps partiel	11 janvier 2017	10 janvier 2022
	CSI*	Membre à temps partiel	11 janvier 2017	10 janvier 2022
	COLC	Membre à temps partiel	11 janvier 2017	10 janvier 2022
Kaur, Tavlin	TAMP	Membre à temps plein	28 mars 2019	27 mars 2021
Kepman, Stephanie	TAMP	Membre à temps plein	24 janvier 2018	23 janvier 2020
	CESA	Membre à temps partiel	24 janvier 2018	23 janvier 2020
	CSI	Membre à temps partiel	24 janvier 2018	23 janvier 2020
	CCOP	Membre à temps partiel	24 janvier 2018	23 janvier 2020
	COLC	Membre à temps partiel	24 janvier 2018	23 janvier 2020
Kershaw, Dawn	TAMP	Vice-présidente à temps plein	24 janvier 2018	23 janvier 2020
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	24 janvier 2018	23 janvier 2020
	CESA	Membre à temps partiel	24 janvier 2018	23 janvier 2020
	CSI*	Membre à temps partiel	24 janvier 2018	23 janvier 2020
	COLC	Membre à temps partiel	24 janvier 2018	23 janvier 2020

Kowal, Karina	TAMP	Membre à temps plein	17 octobre 2016	21 octobre 2021
---------------	------	----------------------	-----------------	-----------------

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Kromkamp, John	CCOP	Membre à temps partiel	15 janvier 2016	14 janvier 2021
	CSI	Vice-président à temps partiel	21 mars 2018	20 mars 2020
	CESA	Membre à temps partiel	15 janvier 2016	14 janvier 2021
	TAMP	Membre à temps partiel	15 janvier 2016	14 janvier 2021
	COLC	Membre à temps partiel	15 janvier 2016	14 janvier 2021
Labelle, Michelle*	COLC*	Membre à temps partiel	9 février 2011	22 janvier 2019
Lake, Lindsay	TAMP	Membre à temps plein	18 avril 2018	17 avril 2020
	CESA	Membre à temps partiel	18 avril 2018	17 avril 2020
	CSI	Membre à temps partiel	18 avril 2018	17 avril 2020
Lamoureux, Linda	DSAPN (Tribunaux décisionnels Ontario)	Présidente exécutive à temps plein	1 ^{er} janvier 2014	31 décembre 2019
Lamoureux, Sylvie*	COLC*	Membre à temps partiel	31 octobre 2012	30 octobre 2018
Laroche, Marc*	TAMP*	Membre à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
	COLC*	Membre à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
Leslie, Claudette	TAMP	Membre à temps partiel	26 avril 2016	31 décembre 2019
Lester, Chloe	TAMP	Vice-présidente à temps plein	31 août 2017	30 août 2019

	COLC	Membre à temps partiel	28 juin 2017	27 juin 2019
Letourneau, Matthew	TAMP	Membre à temps plein	28 février 2018	27 février 2020
	COLC	Membre à temps partiel	28 février 2018	27 février 2020
	CESA	Membre à temps partiel	28 février 2018	27 février 2020
	CSI	Membre à temps partiel	28 février 2018	27 février 2020
	CCOP	Membre à temps partiel	28 février 2018	27 février 2020

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Lewis, Harriet	TAMP	Membre à temps partiel	5 avril 2017	31 décembre 2019
	CSI*	Membre à temps partiel	5 avril 2017	31 décembre 2019
	CESA	Membre à temps partiel	5 avril 2017	31 décembre 2019
	COLC	Membre à temps partiel	5 avril 2017	4 avril 2019
Livingstone, Katherine	COLC	Membre à temps partiel	11 janvier 2017	10 janvier 2020
	TAMP	Membre à temps partiel	11 janvier 2017	10 janvier 2020
Looknauth, Yugita	COLC	Membre à temps plein	18 janvier 2018	17 janvier 2020
Louvish, Dimitri	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	21 février 2018	20 février 2020
Louwers, Jeroen	CSI	Membre à temps partiel	8 septembre 2014	7 septembre 2019
Lui, Clarence	CCOP	Membre à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
	TAMP	Membre à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
Macklin, Richard*	TAMP*	Vice-président à temps partiel	5 octobre 2008	4 octobre 2018
Maedel, Ian	TAMP	Membre à temps plein	2 février 2017	1 ^{er} février 2020
	COLC	Membre à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2019
Makhamra, Samia	TAMP	Membre à temps plein	8 février 2016	7 février 2020
Maleki-Yazdi, Melody	TAMP	Membre à temps plein	18 janvier 2018	17 janvier 2020
	CSI	Membre à temps partiel	18 janvier 2018	17 janvier 2020
	CESA	Membre à temps partiel	18 janvier 2018	17 janvier 2020

	COLC	Membre à temps partiel	18 janvier 2018	17 janvier 2020
Manigat, Poeme	TAMP	Membre à temps plein	28 mars 2019	27 mars 2021
	CESA	Membre à temps partiel	28 mars 2019	27 mars 2021
	CSI	Membre à temps partiel	28 mars 2019	27 mars 2021
Marzinotto, Lori+	TAMP	Vice-présidente à temps plein	29 novembre 2017	28 novembre 2019

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Mather, Susan	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	5 octobre 2016	30 octobre 2021
Mazerolle, Craig	TAMP	Membre à temps plein	14 décembre 2017	13 décembre 2019
	COLC	Membre à temps partiel	14 décembre 2017	13 décembre 2019
McGee, Theresa	COLC	Vice-présidente à temps plein	28 février 2018	27 février 2020
	TAMP	Membre à temps partiel	28 février 2018	27 février 2020
	CESA	Membre à temps partiel	28 février 2018	27 février 2020
	CSI	Membre à temps partiel	28 février 2018	27 février 2020
McPherson, Isla	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
McQuaid, Patricia	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	23 novembre 2016	22 novembre 2021
	CESA	Vice-présidente à temps partiel	23 novembre 2016	22 novembre 2021
	CSI	Vice-présidente à temps partiel	23 novembre 2016	22 novembre 2021
Moccio, Santina*	CSI	Membre à temps partiel	18 mai 2017	31 décembre 2019
	CESA	Membre à temps partiel	17 février 2016	16 février 2021
	COLC*	Membre à temps partiel	6 juin 2007	31 décembre 2018
Montano, Nives*	TAMP*	Membre à temps partiel	26 mars 2009	9 février 2021
	CESA*	Membre à temps partiel	10 février 2016	9 février 2021

	CSI*	Membre à temps partiel	10 février 2016	9 février 2021
Morton, Emily	COLC	Membre à temps partiel	8 janvier 2018	7 janvier 2020
	CCOP	Membre à temps partiel	8 janvier 2018	7 janvier 2020
Moten, Asad Ali	TAMP	Membre à temps partiel	8 janvier 2018	7 janvier 2020
	CESA	Membre à temps partiel	26 avril 2017	25 avril 2019
	CSI	Membre à temps partiel	26 avril 2017	25 avril 2019
	COLC	Membre à temps partiel	26 avril 2017	25 avril 2019

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Msosa, Aggrey	TAMP	Membre à temps plein	8 février 2016	7 février 2021
Neilson, Deborah	TAMP	Membre à temps plein	18 juillet 2016	31 décembre 2019
Nikota, Gary	COLC	Membre à temps partiel	1 ^{er} mars 2017	28 février 2020
Norris, Brian	TAMP	Membre à temps plein	6 septembre 2016	21 octobre 2021
Nother, Ashleigh	COLC	Membre à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020
Osborne, Katie+	CESA	Présidente associée à temps partiel	28 septembre 2016	27 septembre 2021
	CSI	Présidente associée à temps partiel	18 novembre 2015	27 septembre 2021
	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	8 janvier 2018	7 septembre 2020
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	8 janvier 2018	7 septembre 2020
	COLC	Vice-présidente à temps partiel	8 janvier 2018	7 septembre 2020
Paivalainen, Seppo	COLC	Membre à temps partiel	28 septembre 2016	7 septembre 2019
	CCOP	Membre à temps partiel	8 septembre 2014	7 septembre 2019
Paluch, Cezary	TAMP	Membre à temps plein	12 décembre 2016	11 décembre 2021
	COLC	Membre à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2019
Parent, Sylvie	COLC	Membre à temps partiel	31 octobre 2012	30 octobre 2022
Parish, Kimberly	TAMP	Membre à temps plein	21 février 2018	20 février 2020

Petrou, Constantine	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020
Pierre, Richard	COLC	Membre à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020
Pinto, Sancia	TAMP	Membre à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
Prior, Robert	CCOP	Vice-président à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2020
	COLC	Membre à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2020
Punyarathi, Nidhi	TAMP	Membre à temps plein	7 mars 2018	6 mars 2020
	COLC	Membre à temps partiel	7 mars 2018	6 mars 2020

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Purdy, Monica*	TAMP*	Membre à temps plein	16 novembre 2016	15 novembre 2018
Ramdayal, Raymond*	TAMP	Membre à temps partiel	8 septembre 2015	7 septembre 2020
	CESA	Membre à temps partiel	8 septembre 2015	7 septembre 2020
	COLC*	Membre à temps partiel	10 décembre 2008	11 février 2019
Reeve, Priscilla	CSI	Membre à temps partiel	20 septembre 2017	19 septembre 2019
	CESA	Membre à temps partiel	20 septembre 2017	19 septembre 2019
Reilly, Thérèse	TAMP	Membre à temps plein	10 mai 2017	9 mai 2019
Restoule, Karen	COLC	Président associé à temps plein	5 avril 2017	31 décembre 2019
	TAMP	Membre à temps partiel	5 avril 2017	31 décembre 2019
	CCOP	Membre à temps partiel	4 mai 2016	31 décembre 2019
	CESA	Membre à temps partiel	5 avril 2017	31 décembre 2019
	CSI	Membre à temps partiel	5 avril 2017	31 décembre 2019
Restoule-Mallozzi, Jenny	CCOP	Membre à temps partiel	5 avril 2017	31 décembre 2019
	COLC	Membre à temps partiel	5 avril 2017	31 décembre 2019
Reynolds, Douglas*	COLC*	Membre à temps partiel	11 avril 2007	10 avril 2018
Ritacca, Luisa	CSI	Vice-présidente à temps partiel	21 mars 2018	20 mars 2020
	TAMP	Membre à temps partiel	24 février 2016	23 février 2021
	CESA	Membre à temps partiel	24 février 2016	23 février 2021

Roedding, Blair	COLC	Membre à temps plein	8 mars 2017	31 décembre 2019
Ross, Gail*	COLC	Membre à temps partiel	18 avril 2011	17 avril 2018
Sanford, Laurie*	CESA	Membre à temps partiel	22 juin 2015	31 décembre 2019
	TAMP*	Vice-présidente à temps partiel	22 juin 2005	21 juin 2018
Savage, Peter	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	22 mars 2017	31 décembre 2019

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Scharbach, Stephen	TAMP	Membre à temps partiel	12 avril 2017	29 mai 2022
Sewrattan, Chris*	TAMP*	Membre à temps partiel	22 juin 2016	31 décembre 2018
	COLC	Membre à temps partiel	14 juin 2017	13 juin 2019
Shapiro, Jeffrey	TAMP	Vice-président à temps plein	29 novembre 2017	28 novembre 2019
Sharda, Rajneesh	TAMP	Membre à temps partiel	28 février 2018	27 février 2020
Sharma, Rakesh	TAMP	Membre à temps plein	16 janvier 2017	15 janvier 2020
Smuczek, Joseph	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020
Spence, Evelyn	TAMP	Membre à temps partiel	5 octobre 2016	21 octobre 2021
Spencer, Mary Ann*	TAMP*	Membre à temps partiel	30 mai 2006	29 mai 2018
Theoharis, Jeanie+	TAMP	Vice-présidente à temps plein	31 août 2017	30 août 2019
	CESA	Membre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2019
	CSI	Membre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2019
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	31 août 2017	30 août 2019
	COLC	Membre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2019
Tinglin, Winston*	CCOP*	Membre à temps partiel	22 octobre 2014	21 octobre 2019
Trojek, Heather+	TAMP	Vice-présidente à temps plein	8 février 2016	7 février 2020
Truong, Anna*	TAMP*	Membre à temps plein	8 février 2016	7 février 2019

Victor, Marisa	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2019
	CSI	Vice-présidente à temps partiel	21 mars 2018	20 mars 2020
	CESA	Membre à temps partiel	5 octobre 2016	30 octobre 2021
	TAMP	Membre à temps partiel	5 octobre 2016	21 octobre 2021
Watt, Robert	TAMP	Membre à temps partiel	11 janvier 2017	10 janvier 2020
Weinberg, Erica	TAMP	Membre professionnel à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020

MEMBRES DE LA DSAPN

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
White, Eleanor	TAMP	Vice-présidente à temps plein	8 février 2016	7 février 2020
Whitehead, Katherine*	TAMP*	Membre professionnel à temps partiel	12 février 2014	11 février 2019

* Membres qui avaient quitté TriO au 31 mars 2019 ou qui ont changé de poste à TriO durant l'exercice 2018-2019.

+ Membres en nomination conjointe siégeant à plusieurs divisions de TriO.

MEMBRES DE LA DJS

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Ahlfeld, Pamila	TAS	Vice-présidente à temps plein	25 octobre 2015	25 octobre 2020
Akhtar, Muhammad Saleem	CIVAC	Membre à temps partiel	8 septembre 2009	7 septembre 2019
Arnott, Pamela	CIVAC	Membre à temps partiel	22 février 2017	31 décembre 2019
Atkinson, Sarah	TDPO	Membre à temps partiel	5 janvier 2015	4 janvier 2020
Aulbrook, Randy	CLI	Membre à temps plein	17 janvier 2019	16 janvier 2021
Barazzutti, Lisa	CIVAC	Membre à temps partiel	20 octobre 2010	19 octobre 2020
Batty, Jonathan+	TDPO	Vice-président à temps partiel	28 mars 2019	31 décembre 2019
Baxter, Evelyn*	CIVAC*	Membre à temps partiel	19 janvier 2017	18 janvier 2019
Bayesfsky, Eban	TDPO	Vice-présidente à temps plein	29 mars 2017	28 mars 2019
Bernhardt, Kim	TDPO	Membre à temps partiel	5 janvier 2015	4 janvier 2020
Best, Bruce	TDPO	Vice-présidente à temps plein	30 septembre 2015	29 septembre 2020
Bhattacharjee, Kenneth*	TDPO*	Vice-président à temps plein	3 septembre 2008	1 ^{er} mai 2018
Bickley, Catherine	CRSEF	Vice-présidente à temps plein	18 janvier 2018	17 janvier 2020
	CRPG	Vice-présidente à temps plein	18 janvier 2018	17 janvier 2020
	TDPO	Vice-présidente à temps partiel	18 janvier 2018	17 janvier 2020
Boivin, Nathaniel	TAS	Membre à temps partiel	15 février 2017	31 décembre 2019

Bouchard, Josée	TDPO	Vice-présidente à temps plein	7 janvier 2016	6 janvier 2021
Bouclin, Suzanne*	TDPO*	Membre à temps partiel	23 mars 2016	31 décembre 2018
Bowlby, Brenda	CRSEF	Membre à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020
	CRPG	Membre à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020
	TDPO	Membre à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020
Braun, Shannon*+	TAS	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 décembre 2019
	TAS*	Membre à temps plein	18 juillet 2016	31 décembre 2019

MEMBRES DE LA DJS

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Brkic, Aleksandar	CLI	Membre à temps partiel	4 mars 2015	3 mars 2020
Brouillet, Terry	TAS	Membre à temps partiel	12 juin 2013	31 décembre 2019
Buffa, Vincenzina*	TAS	Membre à temps plein	22 juillet 2015	21 juillet 2018
Bugby, Kim	CLI	Présidente associée à temps plein	23 mars 2016	30 juin 2019
Buie, Jean*	TAS	Membre à temps plein	9 octobre 2013	11 décembre 2019
Burke, William	TAS	Membre à temps plein	22 juillet 2015	21 juillet 2019
Campin, Elisabeth	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2018	20 mars 2020
Caradonna, Ross*	OSET* (anglais)	Membre à temps partiel	14 mai 2008	13 mai 2018
Cardoso, Avril*	CLI	Membre à temps plein	11 mai 2016	31 décembre 2018
Carey, Ruth	CLI	Vice-présidente à temps plein	12 août 2015	11 août 2020
Charette, Louise	CIVAC	Membre à temps partiel	11 janvier 2017	27 février 2020
Charron, Sylvie Rose Marie	CLI	Vice-présidente à temps plein	18 octobre 2012	17 octobre 2022
	TAS	Vice-présidente à temps plein	18 octobre 2012	17 octobre 2022
Cho, Harry	CLI	Membre à temps plein	31 octobre 2013	30 octobre 2023
Cleghorn, Kevin	CIVAC	Membre à temps partiel	12 avril 2017	31 décembre 2019
	TDPO	Membre à temps partiel	19 janvier 2011	18 janvier 2021

Codjoe, Esi	TDPO	Vice-présidente à temps plein	22 mars 2017	31 décembre 2019
Cook, Brian*	TDPO*	Vice-président à temps plein	3 septembre 2008	2 septembre 2018
Crocco, Emily	CLI	Membre à temps plein	5 janvier 2015	4 janvier 2020
De Leon-Culp, Cristina	CLI	Membre à temps plein	30 septembre 2015	29 septembre 2020
Del Vecchio, Lisa	CLI	Membre à temps plein	5 janvier 2015	4 janvier 2020
Diamond, Andrew*	TDPO*	Membre à temps partiel	21 août 2008	20 août 2018
DiCesare, Lisa	TAS	Membre à temps partiel	17 juin 2015	31 décembre 2019

MEMBRES DE LA DJS

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Doran, Patrick R.	CRSEF	Membre à temps partiel	2 mai 2007	1 ^{er} mai 2019
	CRPG	Membre à temps partiel	2 mai 2007	1 ^{er} mai 2019
Doyle, Maureen	TDPO	Vice-présidente à temps plein	7 février 2011	6 février 2021
	OSET (anglais)	Membre à temps partiel	28 août 2013	6 février 2021
	OSET (français)	Membre à temps partiel	28 août 2013	6 février 2021
Eaton, Helen*	TDPO*	Membre à temps partiel	2 février 2017	1 ^{er} février 2019
Edu, Jitewa	CLI	Membre à temps plein	18 avril 2018	17 avril 2020
Eyler, Paula*	CRSEF*	Membre à temps partiel	2 novembre 2016	1 ^{er} novembre 2018
	CRPG	Membre à temps partiel	2 novembre 2016	1 ^{er} novembre 2018
Fagan, Thomas*	CLI*	Membre à temps partiel	26 juin 2013	31 décembre 2018
	TAS*	Membre à temps partiel	26 juin 2013	31 décembre 2018
Ferguson, Nancy	TAS	Membre à temps plein	12 août 2015	11 août 2020
Ferguson, Nathan*+	CLI	Membre à temps partiel	28 février 2019	31 décembre 2019
	CLI*	Membre à temps plein	20 décembre 2016	19 décembre 2019
Ferris, Richard	TAS	Membre à temps plein	22 juillet 2015	21 juillet 2020
Fine, David	CIVAC	Membre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2019
Finlay, Barbara	TAS	Membre à temps partiel	11 août 2018	10 avril 2020
Finlay, Judy	CRSEF	Membre à temps partiel	4 janvier 2011	3 janvier 2021

	CRPG	Membre à temps partiel	4 janvier 2011	3 janvier 2021
Flaherty, Michelle*	OSET (français)	Membre à temps partiel	7 août 2013	31 décembre 2019
	TDPO*	Membre à temps partiel	1 ^{er} juillet 2012	30 juin 2018
Flynn, Roderick*	CLI*	Membre à temps plein	6 juillet 2016	31 décembre 2018
Forde, Keith	CIVAC	Membre à temps partiel	20 octobre 2010	19 octobre 2020

MEMBRES DE LA DJS

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Freedman, Lisa*	TAS*	Membre à temps partiel	7 août 2013	6 août 2018
Gananathan, Romona	TDPO	Vice-présidente à temps plein	13 septembre 2017	12 septembre 2019
Gaon, Kelly*	TAS*	Membre à temps plein	12 août 2008	11 juin 2018
Gatfield, Aida	TDPO	Membre à temps partiel	9 janvier 2013	8 janvier 2023
George, Caron	TDPO	Membre à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
Goba, Ruth*	TDPO*	Membre à temps partiel	2 février 2017	31 mai 2018
Gonda, Gail	CRSEF	Membre à temps partiel	1 ^{er} janvier 2019	31 décembre 2019
	CRPG	Membre à temps partiel	1 ^{er} janvier 2019	31 décembre 2019
Gottheil, Michael*	TJSO/DJS*	Président exécutif à temps plein	7 mars 2011	7 septembre 2018
	CIVAC*	Président exécutif à temps plein	1 ^{er} avril 2015	7 septembre 2018
Graham, James*	CIVAC*	Membre à temps partiel	22 mars 2017	21 mars 2019
Grant, Yola	TDPO	Présidente associée à temps plein	16 avril 2014	15 avril 2019
Guzina, Petar	CLI	Membre à temps plein	16 novembre 2009	15 novembre 2019
Hamilton, David John*	CRSEF*	Membre à temps partiel	19 octobre 2016	18 octobre 2018
	CRPG*	Membre à temps partiel	19 octobre 2016	18 octobre 2018
Handelman, Mark*	TDPO*	Membre à temps partiel	12 août 2008	11 août 2018
Harris, Beverly A.	TDPO	Membre à temps partiel	5 décembre 2012	4 décembre 2022

Hart, Mark	TDPO	Vice-présidente à temps plein	4 septembre 2007	3 septembre 2019
Hartslief, Laura*	CLI*	Membre à temps plein	1 ^{er} juin 2016	31 décembre 2018
Helis, John*	TAS*	Membre à temps plein	18 juillet 2016	31 décembre 2019
Henderson, Nancy*	CLI*	Vice-présidente à temps plein	8 mars 2017	7 mars 2019
Hendrick, Colleen	TAS	Membre à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
Henry, Sean D.	CLI	Membre à temps plein	12 août 2015	11 août 2020

MEMBRES DE LA DJS

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Henshaw, Cheryl	TAS	Membre à temps partiel	5 novembre 2014	4 novembre 2019
Hewat, Dale Lisa*	TDPO*	Membre à temps partiel	24 septembre 2008	23 septembre 2018
Himel, Andrea	CRSEF	Membre à temps partiel	29 novembre 2010	28 novembre 2020
	CRPG	Membre à temps partiel	29 novembre 2010	28 novembre 2020
Hinchman, Judith Anne*	TDPO*	Membre à temps partiel	12 août 2008	11 août 2018
Homeniuk, Brenna*	TAS*	Membre à temps plein	20 décembre 2016	19 décembre 2018
Horton, Louise*	CLI*	Membre à temps plein	8 juin 2009	10 septembre 2018
Hughes, Jo-Anne*	CIVAC*	Membre à temps partiel	22 octobre 2008	21 octobre 2018
Hughes, Theresa	CRSEF	Membre à temps partiel	19 octobre 2016	11 décembre 2019
	CRPG	Membre à temps partiel	19 octobre 2016	11 décembre 2019
Hummelen, Audrey	TAS	Vice-présidente à temps plein	18 octobre 2012	17 octobre 2022
Ilori, Solape	TAS	Membre à temps plein	26 octobre 2015	25 octobre 2020
Irwin, Tamara	CLI	Membre à temps plein	28 mars 2019	31 décembre 2019
Jai, Julie	TDPO	Membre à temps partiel	5 janvier 2015	4 janvier 2020
Jain, Kanji	TAS	Membre à temps plein	26 octobre 2015	25 octobre 2020
Janczur, Jacek*	TDPO*	Vice-président à temps plein	22 mars 2017	21 mars 2019
Jefferson, Christie*	CIVAC*	Vice-présidente à temps plein	15 février 2017	14 février 2019
Johnston, Colin	TDPO	Membre à temps partiel	5 janvier 2015	4 janvier 2020

Jovanovic, Stephen	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 décembre 2019
Kaufman, Neil*	CLI*	Membre à temps plein	6 juillet 2016	31 décembre 2018
Keene, Judith Anne*	TDPO*	Membre à temps partiel	26 novembre 2008	13 août 2018
Kelly, John*	TDPO*	Membre à temps partiel	15 février 2017	14 février 2019
Kunkel, Cyndi	TAS	Membre à temps plein	26 octobre 2015	25 octobre 2020

MEMBRES DE LA DJS

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Kurzuk, Kirsten*	CIVAC*	Membre à temps partiel	3 décembre 2008	2 décembre 2018
Laird, Katherine*	CRSEF*	Membre à temps partiel	5 octobre 2016	4 octobre 2018
	CRPG*	Membre à temps partiel	5 octobre 2016	4 octobre 2018
Laitinen, Maija	CIVAC*	Membre à temps partiel	11 janvier 2017	10 janvier 2019
	TAS*	Membre à temps partiel	11 janvier 2017	10 janvier 2019
Lamoureux, Linda	DJS (Tribunaux décisionnels Ontario)	Présidente exécutive à temps plein	1 ^{er} janvier 2019	31 décembre 2019
Lang, Renee	CLI	Membre à temps plein	5 janvier 2015	4 janvier 2020
Langan, Anne-Marie*	CIVAC*	Membre à temps partiel	16 novembre 2016	15 novembre 2018
Lariviere, Georges	TAS	Membre à temps partiel	17 juin 2015	16 juin 2020
Larsen, Gregory S.	TAS	Membre à temps partiel	2 février 2017	1 ^{er} février 2020
Lassonde, Julie	CIVAC	Membre à temps partiel	21 mars 2018	20 mars 2020
Lazor, Alina*	CRSEF*	Membre à temps partiel	28 mai 2008	27 mai 2018
	CRPG*	Membre à temps partiel	28 mai 2008	27 mai 2018
Lee, David	CLI	Membre à temps plein	14 décembre 2017	13 décembre 2019
Lee, Susan	CIVAC	Membre à temps partiel	13 avril 2011	12 avril 2021
Lerner, Michael	TDPO	Membre à temps partiel	4 janvier 2011	3 janvier 2021
Letheren, Laurie	TDPO	Vice-présidente à temps plein	18 février 2015	17 février 2020

Love, Melanie*	CLI*	Membre à temps partiel	22 juin 2016	31 décembre 2018
Lundy, Kevin	CLI	Membre à temps plein	26 octobre 2014	23 octobre 2019
Macchione, Sandra	CLI	Membre à temps plein	13 juillet 2016	31 décembre 2019
MacDougall, Donald	TAS	Membre à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020
MacEachen, Janet	CIVAC	Membre à temps partiel	8 septembre 2009	7 septembre 2019

MEMBRES DE LA DJS

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
MacGuigan, Janice*	TAS*	Membre à temps plein	28 mai 2008	27 mai 2018
MacIsaac, Sherry	TAS	Membre à temps partiel	29 mai 2013	31 décembre 2019
Markell, Linda	CLI	Membre à temps plein	24 janvier 2018	23 janvier 2020
Martel, Sophie	TDPO	Vice-présidente à temps plein	27 septembre 2017	26 septembre 2019
Marzinotto, Lori+	TDPO	Membre à temps partiel	28 mars 2019	31 décembre 2019
Mascarenhas, Mark	TAS	Membre à temps partiel	30 novembre 2016	25 octobre 2020
Mason, Karen	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 décembre 2019
Mathers, Lorraine	CLI	Membre à temps plein	31 août 2016	31 décembre 2019
Matte, Allan*	TAS*	Membre à temps partiel	26 février 2014	25 février 2019
McBride, Amanda	TAS	Membre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2019
McDermott, Carol	CLI	Membre à temps partiel	12 septembre 2018	26 juin 2022
McGoey, Christine	CIVAC	Membre à temps partiel	29 novembre 2017	28 novembre 2019
McKendy, Annie	TDPO	Vice-présidente à temps plein	11 avril 2018	10 avril 2020
McMaster, James	CLI	Membre à temps plein	14 novembre 2012	15 novembre 2019
Meunier, Jay Gerald	CIVAC	Membre à temps partiel	8 septembre 2009	7 septembre 2019
Milne, Cheryl	CRSEF	Membre à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020
	CRPG	Membre à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020
	TDPO	Membre à temps partiel	8 février 2018	7 février 2020

Mitchell, Lynn	CLI	Membre à temps partiel	27 avril 2016	31 décembre 2019
Mohamed, Yasmeena*	TDPO*	Vice-présidente à temps plein	22 mars 2017	21 mars 2019
Moniz, Emilie	CLI	Membre à temps plein	18 avril 2018	17 avril 2020
Moore, Beverly	TAS	Président associé à temps plein	16 septembre 2013	31 décembre 2019
Morris, Nancy	CLI	Membre à temps plein	24 janvier 2018	23 janvier 2020

MEMBRES DE LA DJS

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Mosaheb, Debbie	CLI	Membre à temps plein	28 février 2011	27 février 2021
Muir, David*	TDPO	Vice-président à temps plein	21 août 2008	20 août 2018
Mungovan, David	CLI	Membre à temps plein	18 janvier 2018	17 janvier 2020
Murray, William	TAS	Membre à temps plein	11 juin 2008	18 novembre 2019
Nadon, Lisa*	CLI*	Membre à temps plein	25 avril 2018	7 mai 2018
Neron, Robert*	TAS*	Membre à temps plein	21 mars 2018	28 septembre 2018
Nichol, Eva	CRSEF	Membre à temps partiel	20 février 2013	18 août 2019
	CRPG	Membre à temps partiel	20 février 2013	18 août 2019
	TDPO	Membre à temps partiel	20 février 2013	18 août 2019
	OSET (anglais)	Membre à temps partiel	27 janvier 2005	18 août 2019
Nolan, John Patrick	CLI	Membre à temps plein	29 novembre 2006	26 mai 2019
Novak, Silvia	CRSEF	Membre à temps partiel	8 janvier 2018	7 janvier 2020
	CRPG	Membre à temps partiel	8 janvier 2018	7 janvier 2020
O-Connor, T. Michele	CRSEF	Membre à temps partiel	29 novembre 2010	28 novembre 2020
	CRPG	Membre à temps partiel	29 novembre 2010	28 novembre 2020
Olabode, Ibidunni	CLI	Membre à temps plein	27 mars 2018	26 mars 2020
Orange, Jennifer	TDPO	Membre à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
Osborne, Katie+	TDPO	Vice-présidente à temps partiel	21 mars 2019	31 décembre 2019

Overend, Naomi*	CLI*	Membre à temps plein	17 septembre 2008	16 septembre 2018
Patel, Vandana	TDPO	Vice-présidente à temps plein	27 mars 2018	26 mars 2020
Paul, Noeline	CIVAC	Membre à temps partiel	20 septembre 2017	19 septembre 2019
Pelletier, Bonnie*	CLI*	Membre à temps partiel	18 mai 2016	17 mai 2018
Perera, Chantelle	CLI	Membre à temps plein	28 mars 2019	31 décembre 2019

MEMBRES DE LA DJS

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Pickel, Jo-Anne*	TDPO*	Vice-présidente à temps plein	25 octobre 2012	3 juillet 2018
Pop-Lazic, Gabrielle	CRSEF	Membre à temps partiel	8 janvier 2018	7 janvier 2020
	CRPG	Membre à temps partiel	8 janvier 2018	7 janvier 2020
Price, Sheri*	TDPO*	Membre à temps partiel	3 septembre 2008	2 septembre 2018
Rabot, Philippe*	CLI*	Membre à temps plein	1 ^{er} juin 2016	16 avril 2018
Racioppo, Josephine	TAS	Membre à temps plein	17 juin 2015	16 juin 2020
	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 décembre 2019
Randhawa, Gobinder*	CLI*	Membre à temps partiel	23 juillet 2014	1 ^{er} avril 2018
Rangan, Veda	CIVAC	Membre à temps partiel	8 septembre 2009	7 septembre 2019
Ratnayake, Devika*	TDPO*	Membre à temps partiel	15 février 2017	14 février 2019
Reaume, Leslie	TDPO	Vice-présidente à temps plein	27 juin 2007	26 juin 2020
Reynolds, Margaret*	CLI	Membre à temps plein	5 octobre 2016	30 octobre 2021
	TAS*	Membre à temps partiel	26 avril 2006	25 avril 2018
Richer, Valerie*	TDPO*	Membre à temps partiel	1 ^{er} mars 2017	10 juillet 2018
Rodrigues, Roger*	CLI*	Membre à temps plein	5 janvier 2015	1 ^{er} mai 2018
Roman, Marisha*	CRSEF*	Membre à temps partiel	4 août 2016	3 août 2018
	CRPG*	Membre à temps partiel	4 août 2016	3 août 2018
Rose, Elana*	CLI*	Membre à temps plein	14 décembre 2017	27 juillet 2018

Rosenstein, Mervyn	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 décembre 2019
Rossignol, Troy	CLI	Membre à temps plein	17 janvier 2019	16 janvier 2021
Rotter, Frederika*	TDPO*	Membre à temps partiel	2 février 2017	1 ^{er} février 2019
Rozehnal, Jana*	TAS*	Membre à temps plein	25 août 2015	24 août 2018
Russel, Tiisetso*	CLI*	Membre à temps plein	11 mai 2016	10 mai 2018

MEMBRES DE LA DJS

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Sand, Caroline	TDPO	Membre à temps partiel	11 avril 2018	10 avril 2020
Sanderson, Douglas	TDPO	Vice-président à temps plein	10 janvier 2011	9 janvier 2021
Sandomirsky, Janice*	TDPO	Membre à temps partiel	12 août 2008	11 août 2018
Sangmuah, Egya	CLI	Vice-président à temps plein	13 août 2014	12 août 2019
Savoie, Guy William	CIVAC	Vice-président à temps plein	12 avril 2017	31 décembre 2019
	CLI	Vice-président à temps partiel	12 septembre 2018	31 décembre 2019
Scott, Jennifer	CRSEF	Présidente associée à temps plein	22 février 2017	31 décembre 2019
	CRPG	Présidente associée à temps plein	22 février 2017	31 décembre 2019
	OSET (anglais)	Présidente associée à temps partiel	5 avril 2017	31 décembre 2019
	OSET (français)	Présidente associée à temps partiel	5 avril 2017	31 décembre 2019
	TDPO	Vice-présidente à temps plein	12 septembre 2012	11 septembre 2022
Sheehan, Brian*	TDPO*	Membre à temps partiel	12 août 2008	11 août 2018
Slotnick, Lorne*	TDPO*	Membre à temps partiel	24 septembre 2008	23 septembre 2018
Solomon, Anna	CLI	Membre à temps plein	25 mai 2016	31 décembre 2019
Spekkens, John*	CRSEF	Membre à temps partiel	29 novembre 2010	28 novembre 2020
	CRPG	Membre à temps partiel	29 novembre 2010	28 novembre 2020

	CIVAC*	Membre à temps partiel	27 avril 2016	13 décembre 2018
St. Lewis, Joanne*	CIVAC*	Membre à temps partiel	11 janvier 2017	10 janvier 2019
Steele, Denise*	CLI*	Membre à temps partiel	8 février 2018	6 avril 2018
Stein, Bernard*	CRSEF*	Membre à temps partiel	5 octobre 2016	4 octobre 2018
	CRPG*	Membre à temps partiel	5 octobre 2016	4 octobre 2018
Stevens, Lisa M.	CLI	Membre à temps plein	16 novembre 2009	15 novembre 2019
Sullivan, Dawn Elliott	CLI	Membre à temps plein	18 janvier 2018	17 janvier 2020

MEMBRES DE LA DJS

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date de fin de la nomination
Tassou, Maria	CIVAC	Présidente associée à temps plein	20 avril 2016	31 décembre 2019
Theoharis, Jeanie+	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2019	31 décembre 2019
Thorne, Darren	TDPO	Vice-président à temps plein	25 avril 2018	24 avril 2020
Trojek, Heather+	TDPO	Membre à temps partiel	21 mars 2019	7 février 2020
Truemner, Mary*	TDPO*	Vice-présidente à temps plein	3 septembre 2008	2 septembre 2018
Usprich, M. Elizabeth	CLI	Vice-présidente à temps plein	12 août 2015	11 août 2020
Van Delft, Jonelle	TAS	Vice-présidente à temps plein	18 février 2015	12 juin 2020
	CLI	Vice-présidente à temps plein	15 juin 2007	12 juin 2020
Wallace, Karen	CLI	Vice-présidente à temps plein	12 février 2014	31 décembre 2019
Walsh, Helen*	TDPO*	Membre à temps partiel	15 février 2017	14 février 2019
Watson, Sylvia Nancy	CLI	Membre à temps plein	8 juin 2009	7 juin 2019
Webster, Jennifer*	TDPO*	Membre à temps partiel	15 février 2017	14 février 2019
Whist, Eric*	TDPO*	Membre à temps partiel	3 septembre 2008	2 septembre 2018
Whitmore, Dale	CLI	Membre à temps plein	13 juillet 2016	31 décembre 2019
Whittick, Shelby	CLI	Membre à temps plein	25 mai 2016	31 décembre 2019
Wickett, Dawn*	TAS*	Membre à temps plein	18 juillet 2016	31 décembre 2018

Wiggins, Ailsa*	TDPO*	Membre à temps partiel	21 août 2008	20 août 2018
Wildman, L. Kurt*	CLI*	Membre à temps partiel	18 mai 2016	17 mai 2018
Yaacov, Marie-Claude*	TAS*	Membre à temps partiel	18 mai 2016	17 mai 2018
Young, Brenda*	TDPO*	Membre à temps partiel	15 février 2017	14 février 2019
Zemel, Maanit*	CLI*	Membre à temps partiel	27 avril 2016	31 décembre 2018

* Membres qui avaient quitté TriO ou la DJS au 31 mars 2019 ou qui ont changé de poste à TriO durant l'exercice 2018-2019.

+ Membres en nomination conjointe siégeant à plusieurs divisions de TriO.